

LE 22 MARS ET APRÈS



CHEMINOTÉS, FONCTIONNAIRES, JEUNES,
INFIRMIÈRES, RETRAITÉES, CHÔMEURÉS...

FAISONS DÉRAILLER LE GOUVERNEMENT

Dossier

CONTRE LE RACISME D'ÉTAT

Pages 6 et 7

ÉDITO

Tarnac: le procès des manipulations policières et des mensonges d'État
Page 2

PREMIER PLAN

Droits des femmes: un 8 mars pas comme les autres
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
États-Unis. Droits de douane: une décision avant tout politique
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Hugo Melchior sur la mobilisation contre le «plan étudiants»
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Tarnac: le procès des manipulations policières et des mensonges d'État

Le mardi 13 mars s'est ouvert à Paris le procès du « groupe de Tarnac », près de 10 ans après le spectaculaire – et très médiatique – intervention de 150 policiers dans ce petit village de Corrèze, qui s'était soldée par la mise en garde à vue de neuf personnes et leur mise en examen pour « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme ». Pour la ministre de l'Intérieur de l'époque, Michèle Alliot-Marie, il s'agissait de lutter contre les « risques de résurgence violente de l'extrême gauche radicale ». Rien que ça. Dix ans plus tard, l'affaire du « groupe de Tarnac » ressemble avant tout à un scandale d'État. Témoins manipulés, preuves fabriquées, mensonges policiers: le « dossier » s'est peu à peu dégonflé, la qualification terroriste a été définitivement abandonnée en 2017, et les accusés sont aujourd'hui poursuivis pour des motifs qui n'ont plus rien à voir avec ce qui leur était initialement reproché. Comme l'explique Julien Coupat, « il fallait que cette procédure qui avait commencé en fanfare finisse par un procès, ça ne pouvait pas donner un non-lieu. »

À bien des égards, cette affaire, qui a cristallisé les obsessions sécuritaires et répressives du gouvernement Sarkozy et de l'institution policière, a été le signe annonciateur de bien des dérives de la prétendue « lutte contre le terrorisme ». Et lorsque Marie Dosé, avocate d'Ydune Lévy, déclare que « l'affaire Tarnac, c'est l'histoire d'une instrumentalisation du judiciaire par le politique », on ne peut qu'être d'accord avec elle... et inquiet. Rappelons en effet que toutes ces manipulations se sont déroulées avant l'adoption de la batterie de dispositifs « antiterroristes » qui ont été mis en place notamment après les attentats de 2015, et avant l'inscription de l'état d'urgence dans le droit commun par le gouvernement Macron-Philippe. Des décisions qui ont été autant de reculs pour les droits démocratiques, autant d'atteintes à l'indépendance du pouvoir judiciaire, autant de consolidation du pouvoir policier et de la toute-puissance de l'État. Le « procès Tarnac » doit être ainsi l'occasion de faire le procès des mensonges et des manipulations de l'État policier, passées et présentes. Car ce ne sont pas les « huit de Tarnac » qui devraient être sur le banc des accusés, mais tous ceux qui, à l'époque comme aujourd'hui, instrumentalisent les questions de « sécurité », quitte à mentir et à manipuler, pour réduire toujours un peu plus les libertés démocratiques, qu'elles soient individuelles ou collectives.

À la Une

CHEMINOTÉS, FONCTIONNAIRES, JEUNES, INFIRMIERES, RETRAITÉES, CHÔMEURES

LE 22 MARS ET APRÈS FAISONS DÉRAILLER LE GOUVERNEMENT

Le 22 mars prochain, sept organisations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestation dans la fonction publique. Elles sont rejointes par les syndicats de cheminotEs contre la réforme ferroviaire par ordonnance, et aussi par la fédération des industries chimiques, la fédération mines-énergie de la CGT, par des unions départementales (Seine-Maritime, Bouches-du-Rhône...)

Cette journée du 22 mars et ses indispensables suites – car une journée même massive et réussie ne suffira pas – seront décisives tant pour les fonctionnaires, cheminotEs et agentEs publics que pour l'avenir des services publics.

La stratégie du choc pour imposer la contre-révolution néolibérale

Après la destruction du code du travail qui vise à précariser toujours plus les salariéEs du privé, le gouvernement s'attaque aux fonctionnaires et aux cheminotEs avec le même objectif de précarité, préluce indispensable à la destruction des services publics. Fidèle à sa conception de pur capitalisme, de concurrence libre et non faussée, il veut éradiquer la notion même de service public. Il faut détruire les services de contrôle du respect du droit du travail et de la protection des consommateurEs, éliminer les moyens de lutte contre la fraude fiscale... comme autant d'entraves à la liberté de profiter. La logique de rentabilité, quand ce n'est pas la privatisation pure et simple, doit s'imposer à la santé, à l'éducation, à l'ensemble des services sociaux... Les transports, l'eau, l'énergie... doivent purement et simplement être livrés au privé qui encaissera les profits tout en continuant de socialiser les dettes.



Défendre et étendre les services publics: un choix de société

Aujourd'hui, le service public est déjà sévèrement mis à mal par les politiques d'austérité menées depuis des décennies par les gouvernements successifs. Les contrats précaires se sont multipliés, les méthodes de management du privé se sont imposées, les logiques de rentabilité se sont installées au détriment du service rendu aux usagerEs de plus en plus maltraités. Il ne suffit donc pas de défendre l'existant. Il est nécessaire de construire une mobilisation de grande ampleur pour stopper Macron et conquérir des services publics étendus, améliorés, sous le

contrôle des salariéEs et des usagerEs, pour répondre aux besoins dans tous les domaines.

Nous voulons des services publics pour pouvoir choisir démocratiquement, pour décider de l'organisation de la société. Par exemple, nous voulons un service public ferroviaire pour le développement des « petites lignes » associé à la gratuité des transports collectifs régionaux et urbains, la priorité au rail sur la route pour le transport de marchandises tout en limitant les volumes transportés, l'arrêt des grands projets inutiles et destructeurs de LGV. Nous voulons un service public de l'énergie décentralisé pour engager une politique de sobriété énergétique, arrêter le

nucléaire, développer les énergies renouvelables et garantir l'accès pour touTEs... C'est la condition pour une lutte efficace et socialement juste contre le changement climatique.

Nous voulons aussi des services publics nombreux et de qualité, avec du personnel en nombre suffisant, aux qualifications reconnues, pour la santé, pour l'accueil des enfants en bas âge comme pour le soin aux personnes âgées et/ou dépendantes. En l'absence d'une prise en charge socialisée, ce travail invisibilisé pèse pour l'essentiel sur les femmes dans le cadre de la famille et réduit à néant tous les discours égalitaires.

Construire un mouvement d'ensemble

Macron mise sur la division entre public et privé pour faire passer cette régression. Pourtant la dégradation des droits et des conditions de travail d'une partie des salariéEs n'a jamais profité aux autres. Bien au contraire, elle sert sans cesse de prétexte à de nouvelles attaques. De plus, la qualité et la sécurité du service public sont indissociables du statut de ses salariéEs. La mobilisation, à partir du 22 mars, n'est pas l'affaire des seulEs fonctionnaires et cheminotEs, elle concerne touTEs les salariéEs qui ont besoin d'un plan de bataille le plus unitaire possible pour construire un mouvement d'ensemble. Face à Macron, une opposition politique de toutes les forces qui y sont prêtes est nécessaire: c'est le sens de la proposition unitaire que le NPA a faite aux différentes organisations politiques de gauche.

Christine Poupin

ITALIE

Après les élections et face à la vague xénophobe

Dans une déclaration, nos camarades de Sinistra Anticapitalista insistent sur la dégradation des rapports de forces que traduit le résultat des élections italiennes, et sur la nécessité de la reprise de l'action sociale.

Ce qui est sorti des urnes, le 4 mars, est sans pitié et représente clairement, même dans le cadre réfracté du vote, la situation politique et sociale dramatique du pays et les rapports de forces réels entre les classes, après des années d'écrasantes politiques

d'austérité et de défaites, de divisions répétées des classes laborieuses et des mouvements sociaux.

Effondrement du Parti démocrate

Le premier fait marquant, c'est la très sévère défaite du Parti démocrate et

de Renzi, qui paient leur rôle dans la gestion des politiques libérales de la bourgeoisie concernant les questions fondamentales du droit du travail et de l'école. L'action réactionnaire anti-immigrants de Gentiloni [président du Conseil des ministres] et Minniti [ministre de l'Intérieur] [...] a aussi contribué à construire et à alimenter un terrain de division et d'affaiblissement de la classe, qui met sur le dos des migrants les raisons du sentiment d'exclusion qu'éprouvent les travailleuses et les travailleurs. [...]

Le second fait notable, c'est le triomphe du Mouvement 5 étoiles (M5S), qui va au-delà de bien des prévisions: la colère, la frustration et la recherche d'une solution différente de l'existant ont trouvé dans le parti de Grillo et de Di Maio leur point de référence. Le M5S [...] a été perçu par de larges secteurs, en particulier au Sud, comme le vote utile, l'instrument possible pour un changement immédiat, crédible dans des milieux différents en raison même du caractère général et contradictoire de ses propositions politiques. [...]

Progression des mouvements xénophobes

Le troisième élément, certainement le plus dramatique, est la progression, avec des chiffres nationaux qui donnent le vertige, à l'échelle nationale (et surtout au Nord) d'un mouvement réactionnaire et xénophobe

BIEN DIT

« Le projet de la droite israélienne en cours d'application est édifié sur un nationalisme ethnique et raciste exacerbé, revendiquant son nom, un système politique où le pouvoir exécutif est libéré des entraves de la séparation des pouvoirs et le pouvoir judiciaire est devenu un simple bureau gouvernemental. »

ZEEV STERNELL, historien israélien, lemonde.fr, 12 mars 2018.



Italie: le 1968 des jeunes ouvriers

«**O**uvriers et étudiants, tous unis dans la lutte.» Ce slogan synthétisait les contenus parallèles et communs entre l'agitation des étudiantEs dans les universités et des ouvrierEs dans les usines : analyse et critique de l'autoritarisme à l'école et à l'usine et dans les autres institutions de la société, définition de la condition étudiante comme force de travail en formation, invention ou réinvention des instruments d'organisation et de lutte par en bas, comme les groupe d'études et de travail, l'élection des délégués par les assemblées ou par des équipes homogènes dans les usines, l'interruption des cours et les cortèges internes dans les ateliers. Le mal-être se répandait dans les usines, parmi les jeunes ouvriers sans qualification, en provenance des campagnes du sud et du nord

du pays, embauchés le plus souvent sur les chaînes de montage. Plusieurs épisodes signalent le premier rôle joué par cette « nouvelle » classe ouvrière dans les luttes. Le 8 octobre 1966, à Trieste, au cours d'une manifestation contre un plan de fermeture de plusieurs établissements et usines, les manifestantEs affrontèrent la police, érigeant des barricades pour empêcher l'arrivée des cars de police, répondant par des pierres aux tirs de grenades lacrymogènes. À Gênes, trois jours plus tôt avait eu lieu une grève générale citoyenne contre la politique du gouvernement concernant l'avenir des chantiers de construction navale, pendant laquelle eurent lieu de violents incidents, avec la participation de nombreux jeunes non organisés dans les syndicats ou les partis politiques. Deux ans après, à Valdarno, au cours d'un violent conflit entre les ouvriers et la pro-

priétaire de l'usine Marzotto, le 19 avril 1968, se déroulèrent d'importants affrontements. À Porto Marghera, complexe pétrochimique proche de Venise, et à la Fiat de Turin, ce sont les jeunes travailleurEs qui ont relancé la lutte. Le 7 mars 1968, à Turin, à la Fiat, la grève à l'appel de la CGIL remporta un succès grâce aux jeunes ouvriers qui entraînèrent dans la lutte les plus anciens et les indécis. Un correspondant turinois du journal *La Sinistra* (La Gauche), écrivait, le 16 avril : « Les jeunes ouvriers ont joué presque partout un rôle d'avant-garde, ils ont organisé les piquets, et entraîné derrière eux tous les autres ouvriers et la classe ouvrière plus ancienne ». En 1968, tandis que la révolte des étudiantEs battait son plein, dans les usines, un profond malaise était déjà plus que jamais évident parmi les jeunes ouvrierEs. Un malaise

qui, comme l'écrivait Giorgio Bocca, dans le quotidien *Il Giorno* en juin 1968 concernait toute « l'organisation du travail, les méthodes de la lutte de classe, les instruments de cette politique ». Même lorsque l'accord obtenu par les syndicats contenait des aspects satisfaisants, se poursuivait, selon le journaliste, une situation de prédisposition à la lutte qu'aucune augmentation salariale ne pouvait atténuer ; la lutte leur avait fait découvrir le goût de l'action, l'expérimentation d'un pouvoir d'opposition contre les chefs, « l'égalité dans les heures chaudes, le fait de ne plus craindre l'organisation ». Toutes expériences qui se révélèrent très utiles et précieuses, lorsqu'éclata le conflit ouvrier dans les usines, l'année suivante 1968 ; conflit passé à l'histoire sous le nom d'« automne chaud ».

Diego Giachetti,
traduction Thierry Flamand

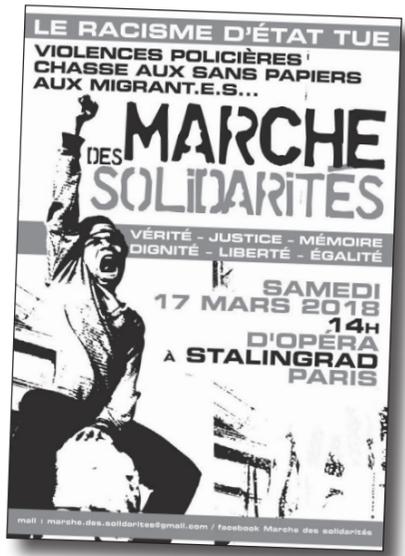
Le chiffre 47 milliards

Cette année encore, les entreprises du CAC 40 vont gâter leurs actionnaires. Elles verseront au total près de 47 milliards d'euros de dividendes, soit 48% de leurs résultats (profits) de l'exercice 2017 (95 milliards d'euros). Ce chiffre est un peu supérieur à celui de 2017 (45,1 milliards). Les groupes de luxe et les constructeurs automobiles se montrent particulièrement généreux : Peugeot SA augmente le dividende par action de 10,4%, et Renault de 12,7% en un an. À comparer aux augmentations de salaires !



Agenda

Samedi 17 mars, «Le racisme d'État tue», Marche des solidarités à Paris. 14h, d'Opéra à Stalingrad.



DROITS DES FEMMES Un 8 mars pas comme les autres

Dans l'État espagnol, plus de 5 millions de personnes ont fait grève à l'appel des organisations syndicales et féministes, avec des manifestations énormes dans une cinquantaine de villes, un impact sur les transports, les médias... En Argentine c'est plus d'un million de personnes qui ont manifesté. Au Mexique, en Inde, à Kaboul, en Italie... partout les femmes se sont mobilisées, déclinant l'ensemble des revendications : contre les violences, en particulier les féminicides, contre les expropriations de terres, pour le droit à l'avortement, pour le droit de vote ou de conduire, pour l'égalité salariale, l'égalité dans l'héritage, en solidarité avec les femmes migrantes, celles de Palestine, de Syrie et notamment d'Afrin... Les questions féministes touchent l'ensemble des questions sociales, politiques et économiques, et c'est ce que démontre clairement ce 8 mars.

Des exemples à suivre, des luttes à construire

Ce que pose aussi ce 8 mars, c'est la question de nos moyens d'action et la grève massive dans l'État espagnol doit nous montrer la direction à suivre. Elle permet de montrer à la fois la place des femmes dans la sphère publique et leur rôle dans

En 2017, l'appel à la grève des femmes d'Amérique latine avait déjà été relayé dans plus de 50 pays. Cette année, la grève a pris encore de l'ampleur, notamment en Argentine et dans l'État espagnol : un point d'appui pour (re)construire un mouvement féministe international, massif et radical.



Le 8 mars à Madrid. DR

la sphère privée, de dénoncer les injustices et les violences faites aux femmes par ce système capitaliste et patriarcal.

En France, le mouvement reste encore assez faible même si on constate un petit regain ces dernières années. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes, avec parfois des appels à la grève qui ont alors permis des cortèges un peu plus fournis qu'ailleurs. À Paris, la mobilisation reste proportionnellement faible malgré le renouvellement apporté par le mouvement #metoo.

Le lien avec les luttes récentes des femmes, notamment dans les secteurs du nettoyage ou de la santé, n'est pas immédiat non plus même si cette préoccupation est portée par les militantes féministes et que des liens se sont créés ces derniers mois. Le gouvernement a profité de cette date pour faire quelques annonces : des sanctions pour les inégalités salariales à partir de 2022 (ce qui existait déjà mais n'était pas appliqué), des places d'hébergement réservées (mais pas en plus) pour les femmes victimes de violences,

des amendes pour les actes de harcèlement pris en « flagrance »... Toutes ces annonces ne sont que du vent en l'absence de moyens supplémentaires pour l'inspection du travail, ou sans la construction de logements sociaux. Pendant ce temps, l'accueil de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) est toujours fermé faute de moyens¹, les temps partiels imposés et les bas salaires sont toujours d'actualité, etc. Sur l'éducation, les moyens pour les associations, les hôpitaux, les CIVG, la formation des personnels en contact avec les victimes de violences : rien. Concernant l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, dont discutent en ce moment les états généraux de la bioéthique après de multiples reports depuis 2012, toujours rien non plus... Alors la mobilisation continue dès maintenant et rendez-vous le 8 mars 2019 pour une grève massive internationale !

Elsa Collonges

1 - <http://www.avft.org/2018/01/31/lavft-fait-une-pause/>

NO COMMENT

« Pour le moment, Bure est un laboratoire, pas encore un centre de stockage. Je fais toute confiance aux agences en charge pour livrer leurs avis. [...] Je serais preneur d'une alternative mais pour le moment, nous n'en avons pas. [...] Quant aux manifestations, il s'agit d'une question d'ordre public, et du respect de la loi. Je souhaite pour ma part que le débat, sur un sujet aussi grave, puisse avoir lieu dans un cadre apaisé, sans tabou. »

NICOLAS HULOT, *le Figaro*, 9 mars 2018.

comme la Ligue de Salvini. La contamination par ce démagogue de larges secteurs populaires, la haine envers les migrants, la destruction de la solidarité et de l'action collective démocratique représentent une grave menace pour l'avenir. Dans le cadre de la coalition de droite, Forza Italia est largement dépassée et Berlusconi ne va peut-être plus jouer, définitivement, qu'un rôle de second plan. Il faut aussi tenir compte du résultat obtenu par l'autre force nationaliste et réactionnaire que constituent les Fratelli d'Italia, pour comprendre à quel point il y a eu un profond mouvement d'ensemble vers la droite dans l'opinion publique et dans le ressenti politique commun. [...] Enfin, on ne doit pas sous-estimer les résultats obtenus par Casa Pound, auxquels s'ajoutent ceux de Forza nuova, qui dépassent malheureusement le seuil de l'inexistence électorale. [...]

Reconstruire les mobilisations

Mais ces élections créent un cadre institutionnel difficilement gouvernable, aucune des trois coalitions n'atteignant une majorité absolue au Parlement, sans possibilité numérique de répéter l'expérience des ententes larges. Cela pourrait conduire à des solutions de coalitions inédites, hétérogènes et potentiellement fragiles, difficilement gérables, y compris par la bourgeoisie dominante, ou bien à une crise institutionnelle rendant nécessaire un nouveau vote dans des délais très courts. Dans cette situation, l'unique antidote à des solutions encore plus nettement à droite, c'est la reprise de l'action des masses populaires et de la classe ouvrière, plus urgente aujourd'hui que jamais.

Le résultat de Potere al Popolo ne correspond certes pas aux nécessités de la situation politique, mais il



Meeting de la Ligue (ex-Ligue du nord). DR

n'est pas du tout négligeable face aux énormes obstacles qui se présentent devant nous et il constitue un précieux point de départ, une espérance concrète. [...] Il revient aux protagonistes de Potere al Popolo de

passer de la campagne électorale à l'activité quotidienne sur les lieux de travail, dans les écoles, les territoires, pour reconstruire les mobilisations. **Sinistra Anticapitalista (5 mars 2018),** traduction Bernard Chamayou

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MÉLENCHON Critique des médias ou démagogie anti-journalistes ?

On savait que Jean-Luc Mélenchon n'était pas avare de critiques envers « les médias » et « les journalistes ». Dans une note de blog datée du 26 février, le député de la FI a franchi un nouveau cap, s'attirant les foudres des principaux syndicats de journalistes.

Est-il interdit de critiquer les médias ? Évidemment, non ! La critique des médias est même un indispensable exercice démocratique, tant l'information peut être malmenée, instrumentalisée, soumise à des impératifs de rentabilité, et tant certains éditorialistes et pseudo-experts se servent de leur exposition médiatique pour administrer quotidiennement des leçons de morale et de maintien et pour servir, à tous les repas, l'indigeste soupe néolibérale.

« Parti médiatique » ?

Mais de là à verser dans la dénonciation systématique d'un prétendu « parti médiatique », comme le fait désormais Jean-Luc Mélenchon, il y a un fossé. Ce n'est certes pas la première fois qu'il emploie cette expression, mais elle semble désormais faire figure de formule magique, utilisée 6 fois dans la note de blog du 26 février, reprise depuis par divers représentantEs de la FI, diffusée par nombre de militantEs du mouvement sur les réseaux sociaux... sans jamais que soient définis précisément les contours du prétendu « parti ».

Et il ne suffit pas de se revendiquer de Gramsci, de Bourdieu et de Chomsky, comme l'a fait par exemple Thomas Guénolé, politologue « coresponsable de l'école de la FI », pour donner un contenu à la formule « parti médiatique ». En l'absence de toute définition, cette dernière ressemble avant tout à un moyen de se poser en victime d'un « parti » officieux mais tout-puissant, et de tenter de capter la légitime défiance qui s'exprime, à une large échelle, à l'égard des médias dominants.

« De mots intolérables et dangereux »

Pas de définition donc, mais des formules (« la presse est la première ennemie de la liberté d'expression », « la haine des médias et de ceux qui les animent est juste et saine », etc.) qui ont déclenché la colère des syndicats de journalistes. Pour le SNJ-CGT, « les mots employés par Jean-Luc Mélenchon vont au-delà de la critique nécessaire [et] sont intolérables et dangereux ». Du côté du SNJ, on explique que « si la critique de la presse est légitime, la haine des médias dans leur globalité est forcément injuste, malsaine et dangereuse pour la démocratie ». Des points de vue que nous partageons. Car même s'il se défend de loger toutEs les journalistes à la même enseigne, Jean-Luc Mélenchon n'hésite pas, par exemple, à qualifier la cellule investigation de Radio France, qui a eu l'audace de publier une enquête sur ses comptes de campagne, « [d']équipe de bras cassés » et de « sorte de CIA médiatique », embarquée dans « un pur coup monté » suite à « une commande de la hiérarchie ». Lorsque l'on sait que c'est cette même cellule investigation qui a révélé « l'affaire » des attachés parlementaires du Modem – provoquant une crise gouvernementale et la démission de François Bayrou – on se demande auprès de quelle « hiérarchie » elle peut bien prendre ses « commandes »...

Misère du « populisme de gauche »

Les prises de position caricaturales de Jean-Luc Mélenchon sont en réalité l'expression d'une démagogie anti-journalistes qui a moins à voir avec une critique radicale, de gauche, des médias, qu'avec une rhétorique anti-« élites » faisant écho à celle pratiquée depuis bien longtemps à l'autre bout du champ politique. Et lorsque Jean-Luc Mélenchon additionne ses voix à celles de Laurent Wauquiez et de Marine le Pen en déclarant, le 11 mars, que « quand trois responsables politiques qui représentent au moins les 3/5^e de la population disent qu'il y a un problème avec les médias, il faut peut-être se poser des questions », on mesure l'ampleur des dégâts. Car tout ceci n'est pas un accident. Le « populisme de gauche », dont Jean-Luc Mélenchon se revendique, repose en effet sur une division discursive entre un « nous » et un « eux », outil de construction symbolique d'un « peuple » opposé à « l'oligarchie ». Un positionnement dans lequel la posture, en négatif, d'opposition à un « eux » indéfinissable semble désormais l'emporter sur tout le reste, quitte à reléguer au second plan des clivages politiques essentiels, à accepter d'étranges compagnonnages et à se mettre à dos des syndicats de salariéEs.

Julien Salingue

SANTÉ La fin de l'hôpital-entreprise ?

Qu'on se le dise : l'hôpital-entreprise c'est fini. C'est du moins le message que tente de faire passer Agnès Buzyn, ministre de la Santé.

Face au manque chronique de personnel, aux conditions de travail insupportables et à l'épuisement professionnel qui règnent dans les établissements hospitaliers et les EHPAD, mais aussi aux luttes qui s'y développent, la ministre annonce, pour 2019, une réforme du financement des hôpitaux.

Elle n'hésite pas à dénoncer la « tarification à l'activité » (dite T2A) mise en place depuis 2003 : « Ce système a fait croire à l'hôpital public qu'il devait se concentrer sur des activités rentables, qu'il devait se sentir une âme d'entreprise » ; « cette logique est arrivée à son terme »¹.

Les propos surprennent dans la bouche d'une ministre nommée par un président qui veut faire de la France une « start-up nation » et rêve de gérer l'État comme une entreprise. Et il est pour le moins hasardeux d'en déduire comme le fait le professeur Grimaldi, initiateur de « l'Appel des mille »², « [qu']entre la ministre et nous, le diagnostic sur le mal dont souffrent les hôpitaux est partagé : la logique commerciale et le management par le chiffre, conséquence du "tout T2A" ».

RENTABILITÉ DES SOINS



Un diagnostic « partagé », vraiment ?

Le pouvoir a pris conscience de l'impossibilité d'augmenter encore la pression exercée sur les personnels hospitaliers par la course à la productivité imposée par la « T2A ». De ce constat ne découlent pourtant pas des conclusions « partagées ». Pour les défenseurs de l'hôpital public, le « diagnostic » est celui d'un manque de moyens et principalement de personnel (70% des dépenses hospitalières) et donc la nécessité d'ajuster, en les augmentant, les effectifs et les moyens aux besoins réels du service public. Pour la ministre, en parfaite continuité avec les lois Bachelot/Sarkozy et Touraine/Hollande, la solution consiste, à l'inverse, à restreindre

les missions de l'hôpital pour les adapter aux moyens existants, et même à réduire ces derniers.

Ainsi, dans son interview à *Libération*, elle affirmait : « une restructuration de nos hôpitaux est indispensable. Il va falloir recentrer leur activité sur leur valeur ajoutée et la médecine de recours, en renforçant leur capacité à accueillir tout le monde ».

En clair : l'hôpital public (financé par la Sécurité sociale) doit perdre sa place centrale dans le système de santé. Il deviendra une simple force d'appoint dans une organisation des soins reposant principalement sur des praticiens libéraux et des établissements commerciaux (et de plus en plus financée par les assurances/mutuelles)

La « pertinence des actes » ou le chiffon rouge de Mme Buzyn

Pour justifier son offensive contre l'hôpital, la ministre agit le chiffon rouge des « actes inutiles », qui atteindraient au gré de ses déclarations 20, 30 ou même 40% des actes de soins !

Des élucubrations ministérielles qui se heurtent à la réalité quotidienne vécue par les hospitaliers sur le terrain. Si les services hospitaliers sont débordés, si les personnels ne parviennent pas à soigner comme ils le voudraient les personnes dont ils ont la charge, ce n'est pas parce qu'ils passent leur temps à faire des actes inutiles, mais parce qu'ils ne sont pas en nombre suffisant pour consacrer le temps nécessaire à des actes utiles voire indispensables aux patients. En un mot, parce que l'austérité règne à l'hôpital.

Or, sur ce point, le cap de la politique gouvernementale est fixé pour le quinquennat : baisse de la dépense publique et socialisée, restriction des dépenses de santé dont la moitié (1,5 milliard d'euros) frappe l'hôpital.

Dans le « débat » lancé par la ministre autour du financement, les dés sont donc pipés. Il ne s'agit pas de définir des modalités de financement permettant à l'hôpital de remplir ses missions, mais de définir au mieux les modalités d'attribution de ses ressources pour accélérer la privatisation du système de santé. À ce jeu-là les défenseurEs de l'hôpital public ne peuvent qu'être perdants.

Jean-Claude Delavigne

1 – *Libération*, 11 décembre 2017.

2 – *Libération*, 15 janvier 2018.

FRONT NATIONAL La flamme se maintient

Symbole de sa refondation, le Front national devrait devenir le Rassemblement national. Le terme qualifiait déjà le groupe parlementaire de 1986, une coalition de députés fraîchement entrés au FN. La flamme tricolore, déjà relookée, sera conservée.

Ces petites pirouettes satisfont les nouveaux adhérents et rassurent les anciens. Côté programme, c'est défense de la valeur-travail, défense de la famille, défense de l'identité française, avec un objectif clair : le pouvoir.



Mercredi 16 septembre, à droite toute ! DR

Si Louis Aliot, élu n°1 au nouveau Conseil national, trouve que « c'est le moment ou jamais de tout changer », le congrès de Lille ne bouscule pas les fondamentaux. Il s'est ouvert dans un contexte de campagne contre la supposée « préférence étrangère » de la loi « asile et immigration », où le FN revendique la suppression du droit du sol. La salle s'est levée au cri de « On est chez nous », quand Marine Le Pen (MLP) a affirmé : « l'immigration, légale et illégale, n'est plus tenable ». Le ton est donné.

« Mondialistes » contre « nationaux »

Ni PMA ni GPA, et le mariage doit rester réservé aux hétérosexuels. Le FN veut préserver le « modèle familial traditionnel ». Le maintien des 35 heures et le refus de la loi travail ne suffisent pas à gauchir son discours ; d'autant que c'est pour proposer un « travailler plus pour gagner plus » avec la défiscalisation des heures supplémentaires, accepter la suppression de l'ISF et faire partager « l'esprit d'entreprise ».

MLP le martèle : le clivage gauche-droite est devenu obsolète et laisse la place à un clivage mondialistes-nationaux. Macron, c'est le mondialisme, le FN est donc sa seule opposition. CQFD. Ragaillardé par la victoire de la Ligue (du Nord) et galvanisé par la venue de Steve Bannon, le FN se voit déjà au pouvoir... à condition d'acquiescer une « culture d'alliance ». Mais avec qui ?

Dans la séquence électorale à venir, c'est surtout sur les municipales que table le FN pour construire des alliances et travailler à son implantation. Le FN cherche à s'appuyer sur ses expériences de gestion municipale. Il faut lire les deux tomes de *Lumière sur mairies brunes*, édités par VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), pour avoir un aperçu de la « culture du compromis » des maires FN !

Gare à la brûlure

Avec son rassemblement national, le FN perpétue sa tradition de double discours. Il s'adressera à ceux « qui ne veulent pas que la nation disparaisse », qu'ils craignent « la perte de l'identité » ou qu'ils redoutent « la disparition des solidarités nationales ». « Des gens dégoûtés par le PS et le PC, j'en ai plein ma permanence » : c'est à eux que parlera la députée du Pas-de-Calais. Elle laissera à d'autres le soin de courtiser la droite.

Avec 90% des adhérents ayant rejoint le parti après 2011, MLP n'a plus de contradiction interne. Elle peut donc proposer un fonctionnement « moins vertical ». En réalité, la démocratie du FN est à l'image de ses « congrès ». Ces meetings interminables, sans débats, ne servent qu'à mettre en scène les orientations décidées par la chef et ses conseillers. L'ancien Comité central, le « parlement du FN », désormais Conseil national, ne s'est réuni qu'une seule fois en trois ans : bel exemple de démocratie pour un « parti de gouvernement » ! Et maintenant ? Face au FN, le mouvement ouvrier, le mouvement social sont atones et le regardent avancer. À Lille, la mobilisation nationale a échoué malgré une activité locale importante¹ : un classique cortège n'a rassemblé qu'un millier de contre-manifestantEs. Il est temps de prendre la mesure de ce que sera le Rassemblement national dans la période actuelle, de caractériser les dangers qu'il représente et de repenser les mobilisations unitaires. Sinon, nous attendrons les prochains chiffres électoraux, puis les suivants... gare à la brûlure.

Commission nationale antifasciste

1 – Lire article page 9

Pour certains économistes, la décision est avant tout symbolique ; pour d'autres, elle marque le début d'une guerre commerciale. Ce point de vue économique n'est peut-être pas le plus adéquat pour appréhender l'affaire. Les hausses de droits ne portent que sur 2% des importations US et Trump n'a pas le monopole des mesures protectionnistes : peu avant sa nomination comme candidat du parti républicain, l'OMC s'inquiétait même de leur prolifération (plus de 2000 mesures ont été introduites pendant la période 2009-2016, 22 par mois en 2015-2016... par des gouvernements qui ne jurent que par le libre commerce globalisé). Les entreprises US concernées pourraient répercuter les droits sur les prix aux consommateurs, mais il est peu probable que cela déclenche une poussée inflationniste, une hausse des taux et un recul de la croissance mondiale : la surtaxe sur l'acier représente 0,07% de la consommation des ménages. Les capitalistes du secteur brassicole évoquent la perte de 20000 emplois, d'autres secteurs protestent également. Mais il y a une bonne part de cinéma dans ces réactions, car le cadeau fiscal que Trump a offert aux patrons dépasse de loin la charge des droits de douane augmentés...

Une décision davantage politique qu'économique

La décision est essentiellement politique. Il s'agit pour Trump de se maintenir au pouvoir, de gagner un second mandat et d'avancer vers un État fort. Pour y arriver, il doit se hisser au-dessus des partis (le chaos joue donc en sa faveur). À très court terme, l'annonce de la hausse des droits de douane est une tentative de peser sur l'élection spéciale, le 13 mars, d'un représentant au Congrès en Pennsylvanie : éclaboussé par un scandale sexuel (un de plus !), un élu républicain décroche, et les sondages sont favorables au challenger démocrate. Or, Trump veut garder une majorité républicaine au Congrès, et la Pennsylvanie est une terre de sidérurgie...

ÉTATS-UNIS Droits de douane: une décision avant tout politique

La décision trumpiste d'imposer des droits de douane de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur les importations d'aluminium est dans le droit fil des promesses faites lors de la campagne électorale. Elle sera effective très rapidement et concerne tous les pays, sauf le Canada et le Mexique : ils en sont exemptés temporairement... en attendant le résultat de la renégociation de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain). Trump fait ainsi pression sur ses partenaires nord-américains, qui sont respectivement les 1^{er} et 4^e fournisseurs d'acier et d'aluminium des États-Unis.

TRUMP LE BARBARE
LA OÙ IL PASSE
LE GAZON NE
REPOUSSE PAS!



À court terme, le président vise les élections de mi-mandat, qui auront lieu à l'automne. À moyen terme, il est déjà en campagne pour sa réélection en 2020. Comme en 2016, il se concentre sur les « swing states », notamment ceux de la « Rust belt » (industries métallurgiques). C'est là que sa démagogie sociale peut faire la différence face à un Parti démocrate qui veut à tout prix maintenir l'orientation néolibérale « globaliste ».

Projet capitaliste ultra-agressif
Pour Trump, les États-Unis, leurs entreprises et leurs travailleurs sont victimes de la faiblesse des dirigeants étatsuniens (Obama en tête) face aux coups bas commerciaux des autres

nations. Le déclin de l'emploi industriel aux USA ne résulte donc pas de la stratégie des multinationales US mais de la fourberie des autres pays, notamment de « la Chine »... où ces multinationales investissent pour maximiser leurs profits. La victimisation sert ainsi de justification à un projet capitaliste ultra-agressif, nationaliste, potentiellement guerrier (« America first »). Un projet dans lequel la lutte contre « l'étranger » et contre le « globalisme » conforte le néolibéralisme en transformant le ressentiment contre ses méfaits en énergie réactionnaire. Trump est d'autant plus incité à accentuer cette dynamique politique que l'enquête Mueller sur

les connexions avec la Russie le menace de plus en plus nettement. Cela pourrait l'inciter à prendre prochainement d'autres mesures protectionnistes, contre la Chine cette fois (peu affectée par les tarifs sur l'acier et l'aluminium).

L'alternative: les luttes sociales

Les multinationales US et Wall Street ne soutiennent pas cette orientation. C'est ce qu'exprime la démission de Gary Cohn, l'ex-responsable (démocrate !) du Conseil économique de la Maison-Blanche – un des hommes de Goldman-Sachs dans la Trump team. Le Parti républicain ne la soutient pas non plus (la droite libertarienne y est même carrément opposée). Mais Trump garde le soutien de la base. Quant au capital, faute d'alternative, il s'accommode jusqu'à présent de la politique menée. Est-ce si étonnant ? Le slogan du monde des affaires est « Make money great again » et le bilan de Trump, de ce point de vue, reste « globalement positif »... La situation est donc plus dangereuse que jamais. Une alternative ne peut venir que des luttes sociales. De ce point de vue, le soutien de la direction du syndicat AFL-CIO aux décisions sur l'acier et l'aluminium est plus qu'inquiétant...

Daniel Tanuro

Daniel Tanuro vient de publier *Le Moment Trump*, chroniqué en page 11 de ce numéro.

ÉTATS-UNIS Victoire de la grève sauvage des enseignantEs en Virginie occidentale

Après neuf jours de grève et de fermeture d'écoles, les enseignants et personnels de l'éducation de Virginie occidentale sont retournés au travail le 6 mars après avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications. Ils ont remporté une augmentation de salaire de 5%, non seulement pour les employéEs des écoles mais pour toutEs les employéEs de l'État!

La Virginie occidentale est le 48^{ème} État sur 50 pour la paie des enseignantEs. La dernière augmentation qu'avaient obtenue les salariéEs de l'éducation publique de Virginie occidentale – 20000 enseignantEs et 15000 autres employéEs (chauffeurEs de bus scolaires, travailleurEs administratifs, des cafétérias et de la maintenance, etc) – remontait à 4 ans. Quand le gouverneur a annoncé qu'il ne pouvait leur offrir qu'une augmentation de 1% de salaire cette année, les salariéEs se sont tournés vers les tactiques syndicales traditionnelles. La grève, soutenue par les syndicats, a démarré le 22 février. Cette grève – illégale dans le droit du travail étatsunien – a duré d'abord 4 jours d'école plus une journée de récupération, avant une tentative d'accord avec le gouverneur. L'accord incluait 5% d'augmentation pour les salaires des employéEs d'écoles et la création d'une commission d'enquête qui préconiserait des améliorations



du système d'assurance santé. L'accord contenait également une augmentation de 3% pour les autres employéEs de l'État. Les représentants syndicaux ont encouragé leurs membres à voter « oui » sur l'accord, et on s'attendait à ce que les employéEs le ratifient prestement. Mais sur 55 comtés de Virginie occidentale, 50 ont refusé l'accord et ont prolongé la grève pendant 5 jours.

La force des travailleurEs, c'est la grève!

Les employéEs étaient satisfaits des augmentations mais ont considéré que l'augmentation continue du prix de l'assurance santé était un problème également important. Le gouverneur a annoncé que les coûts d'assurance santé seraient gelés pendant un an, et qu'une commission d'enquête sur la question serait mise en place. Mais les

enseignantEs ne voulaient pas d'une commission d'enquête, ils voulaient des actes. S'ils n'ont pas obtenu d'autres avancées sur l'assurance santé, les enseignantEs ont réussi à obtenir une augmentation pour toutEs les employéEs de l'État. Seule ombre au tableau, les législateurs républicains ont annoncé que les augmentations des enseignantEs seront financées dans le futur par des coupes dans d'autres budgets comme les budgets sociaux. Cette grève a été la grève la plus importante depuis la grève générale du Wisconsin de 2011 par son ampleur et sa radicalité. La grève a été soutenue par les familles des élèves et la population malgré le black out médiatique venant autant des médias conservateurs (Fox) que des médias réputés plus proches des Démocrates (MSNBC). Alors que la bureaucratie syndicale voulait mettre fin à la grève, elle a subi un camouflet de la part des militantEs de base. La grève de Virginie est un exemple pour toutEs les salariéEs étatsuniens du public comme du privé, qui font face aux mêmes problèmes et qui ont à la tête de leurs syndicats (s'ils en ont) la même bureaucratie inféodée aux Démocrates, plus occupée à préparer les élections de novembre que la lutte dans la rue. Les enseignantEs de l'Oklahoma ont déjà prévu une grève début avril...
Stan Miller (avec Bill Onasch)

SYRIE Assad et ses alliés assassinent la Ghouta

Le 12 mars, Mediapart publiait plusieurs témoignages d'habitantes de la Ghouta, en Syrie, recueillis trois jours plus tôt. Nous en publions des extraits qui donnent une idée de l'ampleur du massacre en cours, et invitons nos lecteurEs à les consulter dans leur intégralité sur le site de Mediapart.

Admad Boukayi, chirurgien:

« La Ghouta vit ses jours les plus sombres depuis le début de la Révolution en 2011. Il y a un accroissement des bombardements ces derniers jours : ils sont continus et directs. Nous vivons dans un état de destruction et de terreur jour et nuit. Après 20 jours de bombardements, nous en sommes à 900 morts et plus de 6000 blessés. La plupart sont des habitants, des civils, dont les maisons se sont effondrées sur eux à cause des bombardements. »

Zouhair al-Nomr, membre du conseil local de Kafarbatna:

« Après un premier bombardement, le régime attaque souvent une seconde fois, avec des bombes incendiaires ou au chlore, pour être sûr de détruire les abris. Parfois, si les sous-sols sont encore accessibles, nous continuons à les utiliser. Il n'y a généralement aucune ventilation adéquate, mais quand il y en a, nous bouchons les ouvertures avec de la terre pour éviter le feu et les gaz chimiques. Nos abris ne sont pas suffisants pour tout le monde. Généralement, dans un sous-sol de 60 mètres carrés, nous avons 80 personnes. La plupart des abris sont privés de toute installation élémentaire : il n'y a pas de toilettes, pas d'eau, pas d'électricité. »



© AMNESTY INTERNATIONAL

Ayman Issa, médecin urgentiste:

« Le régime cible spécifiquement les centres médicaux, de même que toutes les structures des services de la Ghouta : les écoles, les lieux de rassemblement, les centres de soins, les ambulances, même la nuit. Nous en sommes souvent réduits à transporter les blessés avec nos bras, à la fois pour éviter d'être ciblés, mais aussi pour pouvoir franchir les rues jonchées de débris. »

Admad Boukayi:

« Dans les hôpitaux, on nous amène des morceaux de corps : la plupart des victimes sont des gens dont l'immeuble s'est effondré sur eux, parce qu'ils étaient dans leur appartement ou dans les abris en sous-sol. La situation médicale est catastrophique. Il y a une terrible pénurie de moyens médicaux. C'est une grande souffrance pour nous médecins de voir des victimes mourir parce que nous ne pouvons les soigner. Nous perdons beaucoup de gens simplement parce que nous n'avons pas les équipements médicaux ou les médicaments nécessaires. Nous avons du mal à travailler car les centres médicaux sont constamment pris pour cible. Nous perdons sans cesse des médecins et des infirmiers. Nous restons parfois vingt heures d'affilée dans les salles d'opération. »

Hamer, journaliste citoyen et correspondant de médias étrangers:

« Nous essayons de témoigner, mais souvent nous sommes interrompus dans notre travail pour secourir des gens. L'autre jour, je n'arrivais pas à aider des gens qui étaient pris dans les décombres et j'en ai pleuré. Je n'arrivais plus à m'arrêter de pleurer. Tous les journalistes qui travaillent et essaient de témoigner sont victimes de ciblage spécifiques. J'ai échappé à trois reprises à des bombardements. Il n'y a aucun espace sécurisé pour travailler dans toute la région de la Ghouta. »

L'intégralité des témoignages sur

<https://www.mediapart.fr/journal/international/120318/dans-la-ghouta-des-civils-ont-un-recit-de-desespoir-et-de-mort>

CONTRE LE RACISME D'ÉTAT

VAINCRE LE RACISME



LÀ OÙ IL EST PRODUIT

C'était un survivant. Il avait survécu à la Libye. Il avait survécu à la Méditerranée. Il avait survécu au passage de la frontière. Il s'appelait Karim. Il était Soudanais. Il est mort ce jeudi 8 mars, dans la rue, à Paris, porte de la Chapelle, à deux pas du centre dit « centre humanitaire d'accueil pour migrants ». À deux pas aussi d'immeubles vides appartenant à la mairie, à la région ou à l'État. Ahmed explique que ses amis sont allés voir les policiers pour prévenir qu'il allait mal. Mais ceux-ci ont attendu 3 heures pour intervenir. Karim était mort.

Macron avait dit qu'en décembre il n'y aurait plus personne à la rue. Nous sommes en mars et Karim est mort. Rien de fatal là-dedans, rien de « naturel ». Seulement le produit de choix politiques qui tuent. En Méditerranée, dans l'archipel des Comores, à Vintimille, à Calais comme à Paris. Et, qu'il s'agisse des migrantEs ou des jeunes tués par la police dans nos quartiers, ces morts sont la manifestation la plus dramatique de toute une chaîne de discours, de lois et de dispositifs qui font système, des frontières hérissées de multiples dispositifs policiers aux morts en mer, des contrôles au faciès légitimés par la législation anti-migrantEs au harcèlement policier des Noirs et des Arabes dans les quartiers, des centres d'hébergement transformés en lieux d'assignation à résidence avant expulsion à la vie à la rue en plein hiver, des discours sur la non-intégrabilité de l'islam aux « valeurs françaises » à l'exclusion de jeunes filles de l'école.

Déconstruire et détruire le racisme

C'est la raison pour laquelle nous parlons de racisme d'État. Parce que si le racisme est construit alors il peut être déconstruit. Si le racisme est produit il peut être détruit. Pour être détruit il doit être attaqué là où il est produit, en s'attaquant aux lois et dispositifs. Il n'y a qu'en ouvrant les frontières qu'on arrêtera les morts en Méditerranée. Faut-il une autre raison d'imposer la liberté de circulation ? Il n'y a qu'en accordant le droit d'installation à touTEs les étrangerEs qu'on pourra totalement délégitimer les contrôles au faciès, la surexploitation des travailleurEs sans-papiers, les descentes de flics dans les foyers. Faut-il une autre raison d'imposer la régularisation de tous les sans-papiers ? Il n'y a qu'en empêchant la présence militaire française en Afrique et ailleurs et en abolissant les traités uniques qu'on affaiblira l'emprise de la France sur les pays du sud et les misères qu'elle crée. Faut-il une autre raison de lutter contre l'impérialisme ?

Le racisme n'est pas uniquement fait de lois et de dispositifs. Il est aussi une idéologie et des discours. Mais ces discours et cette idéologie servent à légitimer ces lois et ces dispositifs racistes parce qu'ils doivent légitimer les discriminations sur la base de l'origine, la religion, la nationalité, réelles ou supposées.

Ne pas s'arrêter le 17 mars

Sans lutte résolue contre ces lois et ces dispositifs, le racisme se développe et gangrène toute la société, et les discours qui sont à la base du racisme deviennent des lieux communs. Ainsi l'idée qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Le magazine *Challenges* vient pourtant de publier une étude montrant que le produit intérieur brut de la France a doublé en 20 ans. Et, dans le même temps la fortune des 500 plus riches en France a été multipliée par 7 ! Et les responsables politiques s'appuient sur ces lieux communs pour inverser les choses : c'est la pression de l'opinion qui les pousserait à adopter lois et dispositifs racistes et sécuritaires...

Début avril le nouveau projet de loi asile-immigration sera présenté à l'Assemblée. Ce projet de loi est un cran supplémentaire dans la législation raciste et anti-étrangerEs en France. Il est aussi un cran supplémentaire dans une logique sécuritaire et liberticide contre l'ensemble de la société, s'ajoutant aux législations d'exception qui s'empilent. La marche des solidarités ne doit pas s'arrêter le 17 mars. Elle doit permettre de construire un mouvement pour imposer le retrait de ce projet de loi. Il ne s'agit pas de l'amender ou de limiter sa gravité. Imposer son retrait c'est construire la force qui remettra en cause toute la logique sur laquelle il s'appuie, c'est construire un mouvement contre le racisme d'État pour combattre toutes les lois et dispositifs racistes et sécuritaires. C'est construire un mouvement capable de déraciner les discours et l'idéologie qui les légitiment. Un mouvement capable d'unir notre classe dans une même colère contre ceux qui « sèment la misère ». Denis Godard

RAPPORT CLAVREUL SUR LA AU CONTRAIRE

Dans une lettre de mission datée de septembre 2017, le préfet proche de Manuel Valls, de proposer des mesures de rapport émanant d'un des fondateurs du Printemps républicain.

Historiquement, la laïcité est un principe d'organisation de la société qui protège la liberté de conscience des citoyenEs face au pouvoir d'État et qui oblige, en droit, ce dernier à traiter de manière égalitaire les citoyenEs quelles que soient leurs croyances, religions ou opinions politiques. Mais cette laïcité n'intéresse guère Gilles Clavreul qui affirme, de manière cavalière dans un État où le président de la République est chanoine de Latran, titre de l'Église catholique, qu'en France « la laïcité est, à la lettre, respectée ».

Une défiance légitime envers l'État

Gilles Clavreul n'est donc pas préoccupé par l'égal traitement des citoyens par l'État mais par l'intégration par les citoyens de « valeurs républicaines » jamais définies mais brandies tout au long du rapport. Dans ce contexte, la laïcité n'est plus pensée comme un principe d'organisation sociale mais comme un vecteur d'endocrinement. Cet usage falsifié de la laïcité est renforcé par ce rapport. Non content d'avoir imposé à coup de fausse laïcité un contrôle des corps des citoyenEs, comme pour ces collégiennes et lycéennes qui ont pris « l'habitude de retirer le voile en arrivant au collège et au lycée », la laïcité doit maintenant permettre de renforcer les « valeurs républicaines » auprès de citoyens trop contestataires. Si le rapport reste ambigu sur ce que sont les « valeurs républicaines », les zones où l'État n'a pas réussi à imposer ses « valeurs » sont parfaitement identifiées : ce sont « les lieux où la population de confession musulmane est présente, parfois

de façon très majoritaire, [où] le rapport à la République se tend sous l'effet d'une foi de plus en plus souvent revendiquée ». Mais le but de M. Clavreul dans son rapport n'est pas de réconcilier ces « populations » avec l'État, sinon il aurait cherché les causes de cette défiance. Or il l'écrit lui-même : « Il n'est pas dans l'objet de ce rapport de se pencher sur les causes profondes de ce raidissement ». Aucune conséquence ne sera donc tirée par cet apprenti spécialiste de la laïcité du fait que les tensions en question ont lieu, d'après ses propres mots, « dans des quartiers

LYON-VILLEURBANNE L'AMPHI Z

Ce que produit sur des vies humaines la xénophobie structurée – n'a d'égal que la cruauté et la barbarie. Les

L'amphi Z, c'est le nom attribué à un bâtiment à Villeurbanne, dans l'agglomération lyonnaise, ayant servi de centre de formation pour sapeurs-pompiers, laissé à l'abandon pendant plusieurs années et désormais occupé par des exiléEs.

Chronique d'une exclusion sociale

Chassés de la gare Part-Dieu par les forces de l'ordre fin novembre 2017, puis de l'amphi C de l'université Lyon 2 trois semaines plus tard, ils et elles ont fait le choix d'occuper ce lieu avec les concours d'étudiantEs et de militantEs antiracistes. Depuis, beaucoup les ont rejoints : une lutte a commencé. Mais sous le poids de la surpopulation – 200 personnes dans

64 chambres – en plein hiver où les multiples radiateurs dépassent les capacités vétustes du panneau électrique, ce qui était à prévoir a fini par arriver : un incendie s'est déclenché et a ravagé quelques chambres. Par chance, aucun mort, aucun blessé. Mais EDF, par mesure de sécurité, a coupé des câbles électriques, laissant le bâtiment sans lumière, sans chauffage et sans eau chaude, quand les températures descendent sous 0°C. Qui de nous tiendrait une journée et une nuit dans ces conditions ? Une demande à la mairie de Villeurbanne de mise à disposition d'un autre bâtiment a reçu une fin de non-recevoir, alors que la ville regorge de logements vacants. Motif : les occupantEs ne représentent pas « un interlocuteur solide »... Un huissier est venu faire son

MACRON

J'...
TO...
QU...
P...

LAÏCITÉ DU CONTRÔLE DES CORPS ÔLE DES CONSCIENCES

Le secrétariat général du ministère de l'Intérieur a demandé à Gilles Clavreul, député, de mener des actions départementales en faveur de la laïcité. Sans surprise, ce député a fait de la laïcité un outil de contrôle par l'État des corps et des consciences.

ET LA POLITIQUE MIGRATOIRE



populaires qui concentrent d'importants handicaps socio-économiques et connaissent par ailleurs la précarité, les violences physiques et les trafics organisés».

Et pour cause : admettre que la défiance envers l'État proviendrait de son incapacité à garantir une vie digne à toutes serait reconnaître la légitimité de cette défiance. Cela reviendrait à reconnaître les effets néfastes des politiques libérales et de l'affaiblissement des services publics dans les quartiers populaires. Pire encore, cela obligerait à questionner le rapport spécifique de l'État aux Français d'origine

étrangère et aux immigrés, venant majoritairement d'anciennes colonies françaises : contrôle au faciès, harcèlement policier, concentration dans des quartiers d'origine, exposition au chômage ainsi qu'aux métiers dangereux et précaires... En résumé, cela reviendrait à poser la question du racisme d'État.

Museler la critique du racisme d'État

L'objet réel du rapport Clavreul est donc de délégitimer la défiance de plus en plus forte au sein des classes populaires issues de l'immigration envers un État qui,

au mieux les abandonne, au pire les exploite et les persécute. Pour cela la recette est éculée : mettre sur le compte d'une hypothétique « culture musulmane » tout rejet de l'État et de ses valeurs. Il faudrait donc rééduquer ces populations, les mettre dans le droit chemin. Il ne suffirait donc plus de leur imposer des tenues vestimentaires, il faudrait leur imposer des valeurs, des comportements. Voilà donc notre préfet, transformé en inquisiteur des consciences, qui s'alarme de « ces débits de boisson signalés dans plusieurs départements dans lesquels le nouveau propriétaire cesse de servir de l'alcool ». Cette manière qu'a Gilles Clavreul de lier sobriété à radicalisation djihadiste serait presque amusante de bêtise si elle ne participait pas de l'amalgame constant fait dans la première partie du rapport entre population musulmane, remise en cause des valeurs de la République et terrorisme.

Car tel est le véritable objectif du rapport : créer une égalité entre remise en cause de la laïcité, population musulmane et potentielles attaques terroristes. Une fois cette équation nauséabonde martelée, la solution est simple : renforcer la laïcité pour obliger les musulmans à « s'assimiler », à devenir de bons Français et donc les empêcher *in fine* de devenir de futurs terroristes. Délégitimées les raisons politiques et sociales du mécontentement des classes populaires issues de l'immigration, oubliées les dimensions capitalistes, racistes et coloniales du pouvoir étatique français, tout n'est plus que question de valeurs et d'assimilation. La « laïcité » sert alors à museler la critique du racisme d'État.

Hugo C.

ANTIFASCISTE ET ANTIRACISTE LE 17 MARS VU DEPUIS LA GRÈCE

Le 17 mars les manifestations contre le racisme et le fascisme dans 70 villes en Europe seront une première réponse coordonnée face à la montée de l'extrême droite et des fascistes.

En Autriche un parti fasciste participe au gouvernement en collaboration avec le parti conservateur, en Allemagne le parti raciste d'extrême droite AfD est désormais le premier parti d'opposition, en France on a vu pour la seconde fois le FN arriver au second tour de l'élection présidentielle, et dernièrement en Italie les nostalgiques de Mussolini dans le parti de Salvini revendiquent aussi une place au gouvernement. Partout cette montée est inquiétante mais peut encore être arrêtée.

Responsabilités des pouvoirs en place

Les gouvernements sont responsables de cette évolution dangereuse, non seulement à cause de leurs politiques d'austérité qui visent à faire payer le prix de la crise aux travailleurs, mais aussi à cause du racisme de l'Europe-forteresse, qui enferme des réfugiés dans des camps, laisse les autres se noyer dans la Méditerranée, et signe des accords avec la Turquie et la Libye pour fermer les frontières encore plus hermétiquement. Ils créent des bords émissaires, rendant les immigrés et réfugiés responsables du chômage et de la pauvreté.

De même, l'islamophobie est l'outil idéologique principal des gouvernements pour justifier leurs interventions impérialistes au Moyen-Orient.

Tout cela renforce l'extrême droite et les fascistes. L'attaque d'un fasciste à Macerata, en Italie, par exemple est la suite logique de l'accord de l'Italie avec la Libye, et de la campagne raciste des médias et des dirigeants des partis de droite et d'extrême droite : ce que les gouvernements disent, les fascistes le font.



Manifestation contre Aube dorée le 16 septembre dernier à Athènes. © SEK/SOCIALISME.NU

La mobilisation internationale contre le racisme et le fascisme est donc d'une importance majeure. Partout, nous appelons les travailleurs, la jeunesse et les migrants et réfugiés, à manifester massivement et dans l'unité le 17 mars, afin de montrer que les antiracistes et antifascistes sont la majorité partout en Europe.

Nous revendiquons l'abolition des accords de l'UE avec la Turquie et la Libye, la fermeture des camps de concentration de réfugiés, l'asile et un toit pour toutes les réfugiés et migrants, ainsi que l'anéantissement de la menace fasciste.

Menace fasciste

En Grèce, le procès de l'organisation néonazie Aube dorée, qui continue depuis 3 ans, avec la multitude de témoignages révélateurs, a contribué à son isolement. Tout cela ne s'est pas fait tout seul mais sous la pression incessante du mouvement antifasciste. Mais l'accord du gouvernement grec avec la Turquie, les réfugiés enfermés dans des camps de concentration dans les îles, les manifestations nationalistes pour le nom de la Macédoine, donnent la possibilité

aux fascistes de tenter de ressortir dans la rue et de recommencer leurs attaques comme on l'a vu en septembre où, sous couvert de « parents indignés », ils ont tenté d'empêcher l'inscription d'enfants réfugiés dans les écoles, ou bien avec l'attaque il y a deux semaines contre le lieu autogéré Favela au Pirée et contre l'avocate de la partie civile au procès d'Aube dorée qui s'y trouvait. À chaque fois la réponse du mouvement antifasciste a été immédiate, unitaire et massive, ne laissant aucune place aux fascistes pour semer la haine et la peur. C'est de cette manière que nous nous mobilisons pour le 17 mars, avec les travailleurs et leurs syndicats, les étudiants, les lycéens, les immigrés et les réfugiés, pour en finir avec le racisme et les fascistes. Notre perspective est celle d'une société sans pauvreté, sans racisme, sans fascisme et sans guerre. La gauche anticapitaliste a toutes les raisons d'être à l'avant-garde de ces luttes. Nous avons ce monde à gagner!

Tania Vrizaki

Membre de la KEERFA (Mouvement unis contre le racisme et la menace fasciste) et du SEK (Parti socialiste des travailleurs)

AMPHI Z, SOLIDARITÉS EN ACTES

Structurelle – celle alimentée, institutionnalisée, normalisée par les politiques occupantEs de l'Amphi Z en savent quelque chose.

boulot, une nouvelle expulsion est à craindre.

Un gouvernement xénophobe

Parce que les habitantEs de l'amphi Z n'ont pas la nationalité française, ces êtres humains font exception : ils et elles n'ont pas les mêmes droits que les autres, et leurs droits sont bafoués en toute impunité.

Chasse aux migrants, refus de l'hébergement, refus de l'asile, tri, obligation de quitter le territoire, expulsion : c'est le lot quotidien de ces exiléEs. Que demandent-ils pourtant ? Des papiers, le droit d'être logé dignement, d'étudier et de travailler : rien de plus que ce que la cinquième puissance économique du monde est en mesure d'offrir. Mais dans les faits, la politique menée par le gouvernement Macron est

xénophobe : les étrangerEs sont condamnés à l'exclusion et à une vie misérable... s'ils ne sont pas roi, émir ou propriétaire de multinationale.

Et le pouvoir persiste et signe : les circulaires Collomb, le projet de loi sur l'asile et l'immigration prévu au vote du Parlement en avril et en procédure accélérée, renforcent violemment la répression à l'égard des migrantEs, comme si être réfugiéE, être victime du capitalisme et de l'impérialisme, était un crime.

Quand la colère renforce la résistance

Des habitantEs de l'amphi Z s'organisent. Alors que tout les pousse à sombrer dans la résignation, certains ont obtenu des inscriptions à l'université. Déterminés à construire un front antiraciste contre le

gouvernement, une trentaine d'entre eux viennent de produire un appel adressé aux organisations lyonnaises pour un soutien financier qui leur permettrait de réserver un car pour participer à la Marche des solidarités le 17 mars à Paris.

L'objet de cette marche nationale répond intimement à ce qu'ils vivent et à ce qu'ils veulent obtenir pour améliorer leurs conditions de vie : la fin des violences policières, la liberté de circulation et d'installation, le droit au logement, à la formation, aux soins pour toutes, la non-application des accords de Dublin, le retrait du projet de loi Collomb sur l'asile et l'immigration. Les derniers mots de leur appel respirent l'espoir : « Ils sèment la répression, semons la solidarité! »

Ananda



© AMPHI Z / BASTAMAG

GENNEVILLIERS

Geodis Calberson : solidarité contre un patron de choc

Du 6 au 15 mars, la direction de Geodis au port de Gennevilliers a convoqué 11 délégués CGT à des entretiens préalables avant «sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement». L'un d'eux subit depuis le 22 février une mise à pied conservatoire.

Ces convocations sont la réponse de cette direction de choc aux débrayages organisés par le syndicat CGT les 13 et 14 février pour l'embauche des intérimaires, l'augmentation des salaires et le respect de la sécurité. Les prétextes pour ces sanctions visent ouvertement les activités syndicales : prise de parole dans le réfectoire ; distribution de tracts et discussions avec les chauffeurs à la sortie de la plateforme ; rappel des consignes de sécurité à la hiérarchie.

La direction veut en finir avec une CGT combative

Le groupe Geodis Calberson, filiale de la SNCF, assure ses profits – Gennevilliers est un de ses sites les plus rentables – par des bas salaires, l'emploi massif d'intérimaires (le double des salariés Geodis sur les quais à Gennevilliers), l'intensification du travail au mépris de la sécurité (le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles explose, avec à la clé des licenciements pour inaptitude) et la sous-traitance massive pour l'emploi de chauffeurs routiers.

Un syndicat CGT combatif est donc pour Geodis un cancer qu'il lui faut extirper, d'autant plus qu'il est majoritaire, y compris dans les bureaux, depuis une grève dure en novembre 2015.

Avec ces mauvais prétextes, la direction n'espère pas obtenir de l'inspection du travail le licenciement des délégués. Mais elle mène une guerre d'usure pour obliger les militantEs à se centrer sur la répression au détriment des revendications sur les salaires, et ainsi les isoler. Ce harcèlement est complété par d'autres manœuvres, comme tout faire pour retarder le paiement des indemnités en cas d'accident ou de maladie.

Ce que subissent les salariéEs et syndicalistes de cette filiale de droit privé de la SNCF présage du sort réservé aux cheminotEs une fois leur statut cassé et la SNCF privatisée.

Les militants visés ne sont pas isolés : à l'initiative de l'UL CGT, un troisième rassemblement s'est tenu le 6 mars devant le dépôt avec une centaine de personnes d'entreprises des environs, dont des délégations de Sud Poste 92, de l'UD CGT et de la fédération Transports ; l'UL FO soutient aussi.

La solidarité va continuer !

Correspondant

CHÔMAGE

L'envol des suppressions de postes et d'emplois

Avec un taux de chômage officiel aux alentours de 10 % et une réalité de plus 6 millions de personnes recensées sans emploi ou dans des emplois précaires, sous-qualifiés, sous-payés, la question de l'emploi reste au cœur de la situation sociale en France. À la différence de Hollande, Macron n'a pas lié un nouveau mandat présidentiel en 2022 à la baisse du chômage. Cependant la justification de l'ensemble des mesures antisociales de son gouvernement tourne bien autour d'une prétendue volonté de réduire le taux de chômage.

Traditionnellement les campagnes présidentielles sont l'occasion d'une pause dans les déclarations de fermeture de site ou de plan de liquidation d'emplois. De Hollande à Macron, la pause aura été de courte durée. Dès le mois de juin, il ne s'est pas passé une semaine, voire une journée, sans que ne soit annoncé un nouveau plan de licenciements dans le privé, de nouvelles suppressions d'emplois dans le public. Ces longues listes ne font évidemment pas la « Une » de la « grande » presse et des « grands » médias. Ce qui frappe d'abord c'est la grande diversité des secteurs concernés. Aux traditionnels plan de « sauvegarde » de l'emploi des industries automobile (PSA, 2100 suppressions de postes ; fermeture programmée du site de Ford à Blanquefort, 930 emplois liquidés) ou électronique viennent s'ajouter de multiples branches. Quelques exemples parmi les plus importants : le commerce dans sa diversité, avec Castorama (400 suppressions d'emplois dont 125 reclassements proposés), Carrefour (suppression de 2400 postes dans les sièges du groupe via un plan de départs volontaires, et la sortie du groupe de 273 ex-magasins Dia, qui affecte 2100 salariéEs), Pimkie (208 suppressions de postes) ; les banques avec 2135 suppressions de postes à la Société générale d'ici 2022 et 850 à LCL d'ici fin 2018 ; la sécurité informatique (Galderma à Sophia-Antipolis : 288 suppressions de postes) ; la branche alimentation avec la coopérative agricole



Euralis et 313 emplois liquidés, Nestlé (400) ; Airbus (3700 en Europe dont 370 en France) ; Tupperware, etc. Sans évidemment oublier la suppression programmée de 120 000 postes dans la fonction publique.

Les difficultés de mobilisation

La deuxième chose frappante est la faible visibilité des batailles menées. Nous sommes loin des combats « exemplaires » de Continental, Goodyear, PSA Aulnay, La Redoute, ou plus récemment GM&S. Macron a pu déclarer mardi 13 février devant les journalistes de l'association de la presse présidentielle que les plans sociaux « ne sont pas inquiétants quand ils traduisent des

ajustements économiques ». Les profondes modifications du code du travail sur les modalités de mise en œuvre des PSE, les modifications des dispositions sur les licenciements individuels et la généralisation des ruptures conventionnelles (avec l'apparition des ruptures conventionnelles collectives) et des plans de départs « volontaires » ont rendu plus difficiles les batailles sur le plan juridique, institutionnel, entraînant une déstabilisation des équipes syndicales qui utilisaient auparavant les gains de temps possibles pour s'attaquer aux fondements économiques ou pseudo économiques des suppressions de postes et des fermetures de sites. Même si, dans les faits, la mise en œuvre du mot d'ordre d'interdiction de tout licenciement est resté le plus souvent très propagandiste, ce dernier fournissait un socle dans la mise en évidence de l'illégitimité des suppressions d'emplois, permettant de construire des mobilisations repoussant les échéances, donnant

des garanties, des compensations financières qui permettaient de partir « la tête haute ».

des garanties, des compensations financières qui permettaient de partir « la tête haute ».

Ne rien lâcher

Les reculs contenus dans les ordonnances « Macron » vont tendre à aggraver les conditions de mobilisation. Même si les ruptures conventionnelles collectives sont plus ou moins refusées par des organisations syndicales, elles risquent fort de constituer dans les prochains mois le cadre « idéologique » des batailles pour la préservation de l'emploi. Les réformes dans les tuyaux du « dialogue social » (formation professionnelle, apprentissage, assurance chômage) vont dans le même sens : une « flexisécurité à la française », c'est-à-dire sans sécurité. Sans sécurité car la réduction drastique des moyens des institutions représentatives du personnel (IRP) supprime une grande partie des moyens d'information, de mobilisation des salariéEs. Alors que la pénibilité du travail et le report de l'âge de la retraite incitent de nombreux salariéEs à accepter des départs négociés.

C'est dans ce contexte que les mobilisations doivent se construire. Les équipes réellement engagées dans la défense des emplois doivent s'atteler à tisser des liens locaux autour notamment de la question des emplois induits, dans les branches qui sont souvent touchées avec des rythmes différents. Intersyndicales, comités de soutien, collectifs unitaires peuvent cohabiter et se conforter pour donner une visibilité à la résistance des salariéEs, mettre en difficulté les directions d'entreprises, de groupes, les donneurs d'ordre. Tout en mettant plus que jamais en avant les mots d'ordre d'interdiction de tous les licenciements et de réduction du temps de travail.

Robert Pelletier

CONTRE LA RÉPRESSION J – 7 pour empêcher le licenciement de Gaël, postier du 92

Dans les 7 prochains jours, d'ici le 20 mars, la ministre du Travail Muriel Pénicaud rendra un avis qui pourrait être le licenciement, bien que l'inspection du travail réitère son refus du licenciement (voir l'Anticapitaliste n°417). Il faut donc se mobiliser un maximum ! On a toutes et tous quelque chose à faire...

Le rassemblement du 6 février 2018 en soutien à Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD activités postales 92, a été un succès. Plus de 250 personnes étaient présentes bravant la neige et le froid. Mais il est urgent d'augmenter la pression MAINTENANT car la décision sur son licenciement va être prise très bientôt.

N'hésitez pas à :

- envoyer un maximum de motions issues de structures syndicales ou autres. Ces prises de position sont toujours utiles ;
- envoyer aussi des photos de soutien : non au licenciement de Gaël de SUD Poste 92 !
- envoyer des vidéos de soutien, toujours très vivantes et parlantes, surtout quand ce sont des vidéos de groupe

(représentants de structures, individus, groupes militants...) ;

● signer la pétition pour celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait : <https://www.change.org/p/non-au-licenciement-de-gael-regroupons-nous-contre-lanrepression-la-poste-et-ailleurs>

Envoyez motions, photos, vidéos à :

dgt.dir@travail.gouv.fr

Fax : 01 44 38 20 20

Et en copie à : stopponts.les@gmail.com



facebook: nonaulicenciementdegaelquirante

TOULOUSE

Lutte contre la fusion au Mirail : le 22 mars sera décisif

L'université du Mirail est en grève depuis maintenant plus de six semaines. Une mobilisation longue, qui témoigne de la détermination des grévistes, tant du côté des étudiantEs que du côté des personnels.

Alors que les pro-fusion s'organisent, que les partiels approchent, ce qui exerce une pression sur les étudiantEs, et que les flics menacent d'expulser les occupantEs de l'université (comme ce fut le cas à Bordeaux), la fatigue commence à peser du côté des grévistes.

Des questions en suspens

Le manque de perspectives se fait sentir, dans un contexte où par ailleurs des dates importantes pour la mobilisation approchent à grands pas. Le 14, le président de l'université, Daniel Lacroix, rencontre le jury de l'Idex (initiative d'excellence) pour défendre son projet,

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le hold-up de Macron-Pénicaud

Depuis quelques semaines, le dossier de la formation professionnelle est au cœur des discussions entre « partenaires sociaux », avec une volonté gouvernementale d'en contrôler la gestion, assurée jusque-là par les dits « partenaires », en contrepartie de prétendues concessions sur l'assurance chômage.

L'accord interprofessionnel de juillet 1970 et la loi de juillet 1971 visaient la « prévention » des licenciements et la mise en place de moyens pour adapter les salariéEs aux transformations de l'appareil productif et de l'organisation du travail. Le « traumatisme » du mouvement de mai 1968 et la vision d'un chômage résultant de difficultés d'adaptation, dans un contexte de croissance propre à l'environnement des Trente Glorieuses, expliquent l'acceptation, à l'époque, par le CNPF, du principe d'une contribution des entreprises pour financer la formation. De l'autre côté, avec cette validation, les organisations syndicales s'engageaient dans un dialogue social pourvoyeur de financements et de prérogatives en matière de formation des salariéEs. Les organisations syndicales enseignantes, dont la puissante FEN, se tirent alors une balle dans le pied en minant les fondations de l'enseignement professionnel dans le cadre de l'éducation nationale.

Contre le chômage, l'introuvable alchimie

Depuis lors, rapports et accords se multiplient, censés résoudre l'« inadéquation » entre le marché du travail et les qualifications ou l'absence de formation des jeunes et des chômeurEs. Fraudes et opacité du fonctionnement et des financements sont régulièrement dénoncés, en même temps qu'est constatée la faible efficacité des dispositifs.

C'est au cœur de ce marécage social d'un « coût » de 32 milliards d'euros que le gouvernement prétend s'attaquer. Mais loin d'un prétendu big-bang, les propositions de Pénicaud sont dans le prolongement des précédentes réformes : monétarisation, individualisation, marchandisation des formations au bénéfice d'offices toujours moins contrôlés. La prise en main de la collecte des fonds par l'URSSAF et la participation des régions à leur gestion suscitent la colère du MEDEF et des directions syndicales, au nom du « dialogue social ». Le danger est celui, comme pour la Sécu ou l'assurance chômage, d'une gestion comptable par un État qui fait le choix de distribuer ses largesses aux entreprises tout en continuant à réduire les moyens de l'éducation nationale.

De plus en plus clairement, le gouvernement Macron s'oriente vers un retour à une présidentialisation plus marquée de la 5^e République. Un des éléments essentiels consiste dans la mise à l'écart des « corps intermédiaires ». Si le Parlement semble être également visé au travers de la réforme constitutionnelle en préparation, ce sont les organisations syndicales de salariéEs et les organisations patronales qui sont aujourd'hui en première ligne. Malgré ses cris d'orfraies,



le MEDEF conserve toutefois bien d'autres moyens de financement et de prise en main des formations. Les organisations syndicales de salariéEs réclament de nouvelles négociations. Mais sans rapport de forces, il ne

saurait être question d'autre chose que de tractations visant l'ensemble du « dialogue social » : fonction publique, cheminotEs, assurance chômage, apprentissage.

Robert Pelletier

FORD BLANQUEFORT Tenir bon pour élargir la mobilisation

En dévoilant ses intentions de se désengager de l'usine FAI, la multinationale passe à l'offensive en développant sa communication quasiment inexistante jusque-là.

Son objectif est de nous faire plier, de nous faire accepter le fait que c'est fini, que Ford n'a aucune activité à apporter, qu'elle s'en va, qu'il faudrait passer à autre chose, à un repreneur par exemple, aussi peu crédible que ce soit. Évidemment le gros risque est là, dans ce fatalisme quasi automatique.

Nombreuses actions

Pourtant du côté des salariéEs, l'écoeurement et la colère sont bien là contre des dirigeants qui n'ont cessé de mentir. Bien sûr il y a l'envie de répondre, de s'opposer à cette décision inacceptable, de mener une bataille pour imposer le maintien de l'usine et des emplois. Cela s'exprime par une baisse de la production spectaculaire, ça ne travaille plus beaucoup dans les secteurs.

La direction locale ne maîtrise pas la situation, elle tempère,

attend que ça passe. Des actions sont organisées par l'intersyndicale comme la journée « usine morte » du vendredi 9 mars avec une grève quasi totale, une manifestation dans Bordeaux et des dirigeants de Ford Europe un peu chahutés. D'autres actions sont préparées comme des distributions de tracts à la population. Nous prévoyons un accueil des dirigeants qui viennent ce jeudi 15 mars à l'usine. La tension monte car il n'est pas question de baisser les bras et de marcher dans le piège grossier qui consiste à nous dire que si on travaille bien alors on accroît les chances d'avoir un bon repreneur. Quelle sinistre blague.

Étendre le mouvement

Nous sommes opposés à un repreneur pas seulement parce que c'est une solution bidon mais surtout parce que nous ne donnons pas le droit à la multinationale de partir. Dans

la vie on ne fait pas toujours ce qu'on veut et Ford a des comptes à rendre, des obligations à tenir vis-à-vis de la collectivité (salariéEs, population).

La force de notre mobilisation sera déterminante. Mais seulEs, les salariéEs de Ford n'auront pas assez de force. On le sait. C'est pour cela que nous tentons d'élargir, de construire une riposte avec d'autres, de tisser des liens avec les étudiantEs, les postierEs, les cheminotEs... La question de la défense des emplois c'est l'affaire d'une population, d'un toutEs ensemble. C'est comme ça que nous pouvons ne pas perdre. Il y a urgence pour nous à construire un comité de soutien avec les habitantEs, des artistes, des intellectuelEs, pour sensibiliser la population, pour exprimer clairement une colère, le refus de se résigner, pour changer la donne pour de bon.

Philippe Poutou

ANTIFASCISME « Lille en résistance » face au congrès du FN

Le Front national tenait son congrès à Lille les 10 et 11 mars. Refusant que cet événement reste sans réaction de la part du mouvement social, un collectif « Lille en résistance », regroupant un grand nombre d'organisations (associations, syndicats, partis, dont naturellement le NPA), a organisé une série d'initiatives visant à affirmer la nécessité de combattre l'extrême droite.

Ce sont donc pas moins de quatre événements qui ont rythmé la semaine du 7 au 11 mars, marquée également par les mobilisations du 8 mars pour les droits des femmes :

- manifestation des sans-papiers, suivie de la projection du film *Bouts de papiers* ;
- projection du film *Chez nous* en présence du co-scénariste ;
- forum à la bourse du travail en présence de Vigilance initiatives syndicales antifascistes (VISA), de Marine Tondelier élue d'opposition à la mairie d'Hénin et de Jean-Paul Gautier, qui a récemment publié *De Le Pen à Le Pen* (2015) et *Les extrêmes droites en France de 1945 à nos jours* (2017) ;
- enfin, un millier de personnes ont participé à la manifestation organisée le 11 mars au matin, manifestation d'autant plus importante que des interdictions de manifester en particulier contre l'extrême droite se sont multipliées dans notre ville.

**Reconstruire un mouvement antifasciste**

Si la mobilisation aurait pu être plus massive, cette semaine, organisée dans des conditions difficiles en période de vacances scolaires, constitue un point d'appui pour reconstruire un mouvement antifasciste dans l'unité la plus large. C'est d'autant plus nécessaire qu'à quelques encablures d'Hénin-Beaumont, Lille fait face, à l'image d'autres villes, à une tentative d'implantation des identitaires : ouverture d'un bar « La Citadelle », tournées « anti-racaille » dans le métro... L'année 2017 a également été marquée par la révélation de l'implication de l'extrême droite dans la mort de cinq personnes retrouvées noyées dans la Deule en 2010-2011¹.

Enfin, la lutte contre l'extrême droite doit s'inscrire dans le cadre d'une opposition sans concession aux politiques qui la font prospérer, du PS et des Républicains hier à Macron aujourd'hui.

Correspondant

1 – Lire notamment ici : <https://www.mediapart.fr/journal/france/050617/noye-dans-la-deule-le-meurtre-involontaire-des-neonazis-d-ayoub>



et le jury devrait rendre ensuite son avis samedi 17 mars. Étant donné que l'Idex est la principale « carotte » utilisée pour faire passer le coût du processus de fusion, le scénario ne serait pas le même

dans le cas où celui-ci serait accordé ou au contraire refusé.

De même, le prochain conseil d'administration, prévu le mardi 20 mars, devrait trancher sur la question de sa dissolution.

En effet, depuis qu'un de ses élus a été poussé à la démission, la majorité de l'actuel CA est du côté des pro-fusion. Un changement de coordonnées qui inquiète les personnels mobiliséEs qui se sont majoritairement rangés à l'avis que ce CA devait être dissous, pour que de nouvelles élections aient lieu. Ils espèrent ainsi gagner une majorité dans un futur CA, et s'assurer du retrait du projet de fusion lors du vote qui devrait avoir lieu dans les prochains mois.

Fermeture administrative

C'est dans ce contexte général que s'est tenue l'assemblée générale du mardi 6 mars, qui a réuni plus de 800 personnes et où le blocage permanent de toute l'université pour une semaine a été voté. Ce blocage, voté à une courte majorité et à laquelle s'est rallié le secteur « anti-mobilisation »

de l'AG (!) exprime la volonté d'une partie importante des grévistes de vouloir pallier le manque de perspectives par des solutions plus « radicales », susceptibles de monter d'un cran dans le rapport de forces. Si la plupart des personnels mobiliséEs ont voté contre ce blocage, certainEs y ont vu au contraire un moyen de lutter contre les pressions qu'ils subissent de la part de l'administration ou de leurs collègues, notamment dans la scolarité et les UFR. Daniel Lacroix a immédiatement pris la décision d'une fermeture administrative de l'université, pour tenter de saper les effets du blocage en invitant les étudiantEs à ne pas se rendre sur le campus. Finalement le blocage n'aura pas permis de faire passer un cap à la mobilisation, quand par ailleurs les anti-blocage se déchaînent sur les réseaux sociaux, à travers des pages Facebook animées par des militants d'extrême droite.

Ceux-ci seront probablement présents en nombre à la prochaine AG pour tenter de mettre fin à la mobilisation.

Réussir le 22 mars

C'est pourquoi la perspective du 15 et du 22 mars peut être décisive, tant nationalement que localement, avec la convergence de plusieurs secteurs (éducation, enseignement supérieur, santé, fonction publique, Ehad, cheminotEs) qui sont tous touchés par les attaques du gouvernement. Réussies, ces dates pourraient venir rompre définitivement le sentiment de fatigue ou d'isolement du Mirail, et seraient susceptibles de faire entrer de nouvelles personnes dans la mobilisation toulousaine, renforçant le combat sur les différents plans, y compris bien sûr la lutte contre la fusion.

Marina Garrisi



Les comités en action!

Carhaix Hommage à Kendal et soutien à la résistance d'Afrin. Le samedi 10 mars, au centre Glenmor à Carhaix (Finistère) s'est tenue une réunion-hommage à Kendal Breizh/Olivier Leclaihe, militant breton libertaire et internationaliste mort sous les bombes turques à Afrin. Appelé par le Centre démocratique kurde et les Amitiés kurdes de Bretagne, cette rencontre émouvante et militante a rassemblé 300 personnes, dont de nombreux Kurdes de Rennes et Brest et des Turcs progressistes en opposition radicale à Erdogan. Les camarades de Breizhistance ont pris une grande part à l'organisation, à l'animation et au succès de ce rassemblement de plusieurs heures, auquel ont participé aussi divers mouvements comme le Secours rouge international, Alternative libertaire, des groupes antifas, l'UDB, et bien sûr le NPA. Après des films sur l'activité des internationalistes au Rojava dans le nord de la Syrie et des vidéos sur Kendal, de nombreux hommages et témoignages ont égrené l'après-midi. Des interventions de soutien aussi de l'UDB, du PC, du NPA, de la CGT école privée, du SLB... et du député en Marche de la 4^e circonscription du Morbihan qui connaissait Kendal et a tenté de nous faire croire que «Macron était attentif» à la situation d'Afrin. Ce fut l'occasion pour le camarade du NPA, invité par les organisateurs à prendre la parole, de rendre un hommage internationaliste à Kendal et aux résistantEs d'Afrin, tout en dénonçant la barbarie en cours dans la Ghouta orientale. Dans son intervention le camarade a dénoncé fermement la complicité de Macron et son gouvernement à l'égard d'Erdogan et sa politique criminelle et appelé à la solidarité internationale. Ce fut aussi l'occasion de parler de la résistance en Turquie même, et de la déclaration de Yeniyol (section de la 4^e Internationale en Turquie) condamnant la guerre d'Erdogan sur Afrin, déclaration que nous avons mise à disposition sur les tables d'information et qui a été appréciée. La salle et toute sa logistique avaient été mises à disposition gratuitement par la mairie de Carhaix.

Correspondant

Jussieu La présidence de l'université met des migrantEs à la rue! Le 28 février une trentaine de migrantEs, soutenus par des étudiantEs et des personnels de l'université de Jussieu, sont venus trouver refuge dans un bâtiment chauffé et inutilisé depuis 2 ans. La plupart d'entre eux, en provenance du Soudan ou de l'Erythée, dormaient à la rue en pleine période de grand froid et espéraient ainsi passer quelques nuits au chaud, mais aussi alerter sur leur situation.

La présidence de l'université, malgré des tentatives de négociations de la part des exiléEs et de leurs soutiens, a immédiatement appelé la police et fermé le campus, qui a été encerclé par une quinzaine de camions de CRS. Face aux menaces d'expulsion par la force et de contrôle d'identité des migrantEs brandies par la direction de l'université, les occupantEs ont fait le choix de la sécurité en quittant les lieux. Ils ont alors rejoint l'université de Saint-Denis où une occupation exemplaire de migrantEs est en cours depuis janvier. Cette occupation a pour objectif de répondre aux besoins immédiats des migrantEs en leur procurant un abri, des cours de français, mais aussi de mettre en avant des revendications politiques et de lutter contre la politique anti-immigration du gouvernement. Dans la continuité de l'occupation de Jussieu, la mobilisation a commencé à s'organiser durablement sur le campus. Un vaste mouvement de sympathie à l'égard des migrantEs est en train de naître, de nombreux dons ont été récoltés et, le 7 mars dernier, une manifestation dans l'enceinte de la fac a réuni plus de 300 étudiantEs et personnels. Des revendications comme la mise en place d'un dispositif d'accueil d'étudiantEs exilés ont été portées à la présidence de Jussieu. Une AG a par la suite décidé de créer un collectif de soutien, et un meeting unitaire, co-organisé par le NPA Jussieu, a eu lieu le mercredi 14 mars.

Le mouvement de solidarité avec les migrantEs doit s'amplifier afin de construire un rapport de forces face aux politiques racistes et répressives de l'État. Les espaces universitaires, comme à Saint-Denis, à Jussieu ou à Nantes, ont leur rôle à jouer, en s'affirmant comme des lieux politiques de solidarité et de résistance!

Comité NPA Jussieu

Strasbourg

La mobilisation antifasciste contre le « Bastion social » s'amplifie

Les 3 et 4 mars se déroulait à Strasbourg un week-end de mobilisation antifasciste, qui s'inscrit dans la dynamique unitaire construite sur la ville depuis l'ouverture, au mois de décembre 2017 d'un bar fasciste dans le quartier étudiant de l'Esplanade.

Après deux premières manifestations, en décembre et en janvier, qui avaient réuni respectivement 300 et 600 personnes, nous étions à nouveau plusieurs centaines à exprimer notre haine du fascisme, à l'appel du collectif Fermons l'Arcadia.

Au programme du week-end : manifestation le samedi sous très haute surveillance policière, malgré les restrictions déjà imposées sur le parcours (interdiction formelle et renouvelée de manifester dans le quartier de l'Esplanade). Cette confiscation de l'espace, par les flics et les fachos, s'est doublée d'une présence policière de tous les instants, ce qui ne nous a cependant pas empêchés, à mi-parcours, d'opérer la jonction avec les militantEs kurdes qui manifestaient de leur côté leur solidarité avec Afrin. Pris de court, les flics n'auront pas pu empêcher le contact entre nos cortèges, prenant au passage une jolie leçon d'internationalisme : «Strasbourg, Afrin : partout résistance!» Des deux côtés le même sentiment d'évidence à unir nos forces et la même conviction que le fascisme est l'ennemi mortel des peuples.

Une réussite à double titre

Après une soirée repas-concert où nous avons fait salle comble, le dimanche était quant à lui consacré à deux conférences-débats. La première, sur l'actualité du danger fasciste, a notamment permis l'intervention, très remarquée, d'un camarade membre de la commission nationale antifasciste (CNAF) du NPA. La seconde, sur la convergence des luttes antifasciste et antiraciste, a été assurée par un



© NPA

militant de l'AFA Paris-Banlieue ainsi que par Nordine Saïdi, militant antiraciste décolonial membre de Bruxelles Panthères. Ont ainsi pu être discutées les questions d'islamophobie, de racisme d'État et de convergence des luttes, dans un climat fraternel.

Ce troisième temps fort de la lutte pour la fermeture de l'Arcadia a ainsi été une réussite à double

titre. D'une part, par le cadre unitaire mis en place et le nombre de signataires de notre appel, nous avons pu élargir notre socle de soutiens et donner une dimension nationale à notre mobilisation. D'autre part, nous avons donné à nos événements une tonalité clairement internationaliste et antiraciste, deux composantes essentielles pour mener de façon

victorieuse la lutte contre le fascisme. La mobilisation doit maintenant continuer de s'amplifier jusqu'à la fermeture de l'Arcadia et, au-delà, jusqu'à la constitution du mouvement antiraciste et antifasciste digne de ce nom dont nous avons besoin de toute urgence, à Strasbourg comme ailleurs.

Correspondant



WWW.NPA2009.ORG

À VENIR... Jeudi 15 mars Paris 13^e | Vendredi 30 mars Saint-Malo | Samedi 7 avril Saint-Denis | Samedi 21 avril Rouen | Vendredi 4 mai Bourg-en-Bresse | Vendredi 11 mai La Ferté-Bernard | Samedi 19 mai Toulouse | Mardi 22 mai Bordeaux (avec Philippe Poutou) | Vendredi 1^{er} juin Perpignan | Samedi 16 juin Guingamp

Les rencontres de La Brèche

Présentations à venir...



Petit pays, avec Gaël Faye

VENREDI 16 MARS, 18H30.



L'Envers de Flins, avec Fabienne Lauret

SAMEDI 24 MARS, 16H.

27, rue Taine 75012 Paris

Essai



B. Traven, romancier et révolutionnaire, de Rolf Recknagel

Traduit de l'allemand par Adèle Zwicker, éditions Libertalia, 480 pages, 12 euros.

Les éditions Libertalia viennent de rééditer la seule biographie de B. Traven en français, signée Rolf Recknagel, parue précédemment en 2008 aux éditions L'Insomniaque.

de la Sierra Madre, la Révolte des pendus, la Charrette, Indios, ainsi que d'autres romans dont plusieurs restent inédits en français.

«Pas d'autre biographie que ses œuvres»

L'essentiel de son œuvre est consacrée aux communautés indiennes du Mexique, du Chiapas en particulier, y compris dans les recueils de nouvelles, souvent remarquables (le *Visiteur du soir*, *Macario*).

Cherchant sans cesse à brouiller les pistes sur son identité réelle, celui qui restera connu sous le nom de B. Traven avait utilisé pas moins d'une trentaine de pseudonymes, affirmant : «*La biographie d'un homme créatif n'a pas la moindre importance. Si on ne reconnaît pas l'homme à ses œuvres, de deux choses l'une : soit c'est l'homme qui ne vaut rien, soit ce sont ses ouvrages. L'homme créatif ne doit pas avoir d'autre biographie que ses œuvres.*»

Il meurt le 26 mars 1969 et ses cendres, selon sa volonté, sont répandues par avion au-dessus d'une rivière du Chiapas. Lisez la biographie de Recknagel, mais surtout lisez les œuvres de Traven, publiées pour la plupart à la Découverte ou chez Stock (le *Visiteur du soir*), sans oublier la remarquable BD que lui a consacré Golo, *B. Traven, portrait d'un anonyme célèbre* (Futuropolis).
Lucien Sanchez

Heureuse initiative à double titre. D'abord parce que cette édition était quasiment introuvable, mais aussi parce que cet écrivain, dont les œuvres se sont vendues à des millions d'exemplaires dans le monde, est assez peu connu en France.

De la Bavière au Mexique

À l'instar de celle de Jack London, l'œuvre de Traven ne peut se comprendre sans connaître sa vie. Ou du moins ce qu'on a fini par en connaître. Car il a fallu des années et des années, grâce aux recherches de R. Recknagel, pour avoir la certitude que derrière B. Traven se cachait un dénommé Ret Marut qui avait participé à l'éphémère république des conseils de Bavière, à Munich, en 1919. Il publie alors *Der Ziegelbrenner* (le fondateur de briques), revue anarchiste, violemment antimilitariste, et inspirée par l'œuvre de Max Stirner, surnommé par Marx le «*Don Quichotte de la libération individuelle*». Il élabore un projet de réorganisation de la presse et, arrêté en mai 1919, il réussit à s'enfuir. Après deux ans d'errance en Allemagne, il passe en Angleterre, fait deux mois et demi de prison puis, libéré, parvient à s'embarquer vers le Mexique. C'est de Tampico qu'il envoie son premier roman (non traduit en français) au *Vorwärts*, quotidien du SPD, sous le nom de B. Traven. Il publie ensuite en Allemagne *le Vaisseau des morts* (son chef-d'œuvre, très actuel par la situation de sans-papier du personnage principal), *le Trésor*

Essai

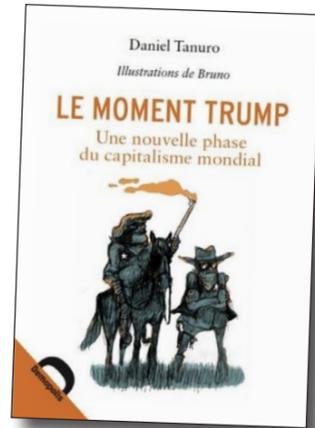
Le Moment Trump, de Daniel Tanuro

Éditions Demopolis, 224 pages, 19 euros.

Daniel Tanuro explique, dans son dernier livre, pourquoi il faut prendre au sérieux la menace que représente Trump. L'entrepreneur narcissique et mégalo incarne le capitalisme sauvage destructeur d'aujourd'hui : un système qui, pour survivre, est en guerre contre tout ce qui représente un frein, une résistance, un contre-pouvoir.

Jungle économique et sociale

Trump n'est pas seulement un guignol raciste, sexiste, xénophobe et suprémaciste. Sans aucun scrupule, sans la moindre empathie pour l'autre, le porteur de marques véreux est devenu président des USA par la ruse, la manipulation et le mensonge, en s'acoquinant avec la mafia, le Ku Klux Klan et autres fascistes notoires. Son



projet, c'est la jungle économique et sociale où l'humain doit être un prédateur. Son monde, c'est le chaos écologique où l'environnement et

les ressources naturelles ne sont là que pour alimenter l'insatiable voracité du capital. C'est un homme dangereux, surtout quand les rivalités entre les impérialismes préparent les conditions d'une 3^e guerre mondiale. Daniel Tanuro montre qu'il est possible de lutter contre le pire, si on identifie l'ennemi, le capitalisme et son jumeau le capitalisme vert, si on est capable d'unifier toutes les luttes, de façon internationale et si l'on admet que le «*défi écologique est au centre de l'alternative anticapitaliste à construire*». Le livre de notre camarade est fort utile à la compréhension du monde et à l'organisation de la riposte nécessaire. Avec lui, nous disons : «*La tâche est immense, mais nous n'avons d'autres choix que de nous y atteler*».
Sophie Ozanne

Roman

Transit, d'Anna Seghers

Traduit de l'allemand par Jeanne Stern. Éditions Alinéa 1986, 1990

Anna Seghers, nom de plume de Netty Reiling, est née en 1900 dans une famille juive de Mayence. Elle publie son premier roman en 1928 et s'engage au KPD. Elle crée l'Union des écrivains prolétaires et révolutionnaires en 1929. Ses livres seront interdits et brûlés à l'arrivée des nazis au pouvoir. Elle fuira avec son mari (le sociologue hongrois Laszlo Radvanyi) et ses deux filles à Paris en 1933. Ces éléments biographiques sont constitutifs de la trame de *Transit*.

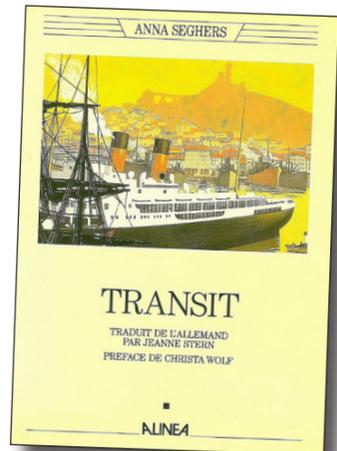
Anna Seghers a entrepris l'écriture de *Transit* au début de l'année 1941, à Marseille, dans une tension qu'on imagine extrême. Dès l'arrivée des nazis à Paris, son mari avait été interné au camp de Vernet, près des Pyrénées, avec tous les fugitifs, les antifascistes, les persécutés du régime nazi, avec les républicains espagnols aussi. N'ayant pas réussi à fuir à temps, Anna Seghers se cachera d'abord à Paris, séparée de ses enfants. Le récit de *Transit* démarre à Paris, précisément à ce moment. Le poète

Weidel vient de se donner la mort dans un hôtel, et le narrateur anonyme du roman est porteur d'une lettre qui lui est destinée. Il se retrouve même dépositaire d'un manuscrit inachevé.

Simuler pour parvenir à dire

La fiction permet de se tenir suffisamment à distance, de ne pas céder à l'épouvante, à la folie qui guette. Anna Seghers avait appris le suicide d'Ernst Weiss, son confrère romancier, en exil lui aussi ici. Elle parvient à rejoindre «*le flot ininterrompu des*

possédés du départ», «*le cortège des âmes trépassées*» qui converge vers Marseille. Où elle loge avec ses filles qu'il faut nourrir. Où elle fait le siège des consulats pour rassembler tous les papiers nécessaires – visa de sortie, visa de transit (Martinique, Caracas...), visa d'arrivée (Mexico), billets de bateau –, toute matière que le lecteur retrouvera tout au long du récit. En permanence, il faut pouvoir prouver qu'on est bien en partance pour ne pas être expulsé vers le département d'origine. Marseille, où elle s'acharne à écrire envers et

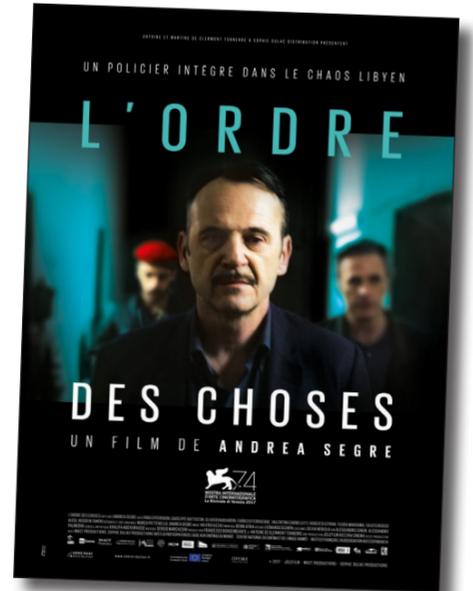


contre tout. À l'instar du narrateur, usurpateur d'identité, elle travaille avec méthode : «*Le résultat [...] a été de me révéler au pressentiment de ma propre invulnérabilité*». Toute la famille sera bientôt à Mexico. *Transit* vient d'être porté à l'écran par Christian Petzold, réalisateur de *Barbara* et de *Phoenix*.
Fernand Beckrich

Cinéma

L'Ordre des choses, d'Andrea Segre

Avec Paolo Pierobon, Giuseppe Battiston, Olivier Rabourdin... Sortie le 7 mars 2018 (1h 55min).



Corrado Rinaldi, policier italien haut gradé, est chargé d'une mission en Libye par le ministère de l'Intérieur : il s'agit d'organiser de façon efficace la rétention des migrants qui veulent gagner les côtes italiennes. Le ministre n'a qu'un seul objectif : que le moins possible de migrants débarque en Italie ; le reste ne l'intéresse pas.

Corrado est un bon flic, dévoué, mais il veut savoir ce qu'il se passe. Il va donc visiter les centres de rétention et voit que les migrantEs interceptés par les garde-côtes libyens sont brutalisés et hébergés dans des bâtiments délabrés où leur vie est en péril. Il se rend compte aussi que ces migrantEs sont, pour les responsables locaux, une marchandise qui permet d'obtenir des crédits européens et que l'on peut aussi rançonner. Comme l'État est fragmenté, tous ceux qui ont du pouvoir veulent leur part des bénéfices.

Une fiction appuyée sur un solide travail d'enquête

Le réalisateur Andrea Segre a tourné plusieurs documentaires consacrés à la question des migrants et de leur accueil ainsi qu'une fiction, *la Petite Venise*, qui montrait l'amitié entre un pêcheur slave et une clandestine chinoise. *L'Ordre des choses* est une fiction qui s'appuie sur un solide travail d'enquête auprès de migrantEs (la majorité des figurantEs qui interprètent les migrantEs ont, d'après le réalisateur, vraiment vécu l'expérience de la rétention en Libye) et de policiers italiens qui se sont retrouvés dans la situation du personnage principal. Corrado ne remet pas en cause la politique de l'Union européenne (les policiers italiens et un collègue français sont en Libye dans le cadre d'une mission européenne) mais il voudrait que la rétention se déroule dans des conditions «humaines». À un moment, on peut croire qu'il va vaciller et faire un écart par rapport à sa mission mais, finalement, «l'ordre des choses» n'est pas mis en péril. Ainsi que le résume le réalisateur dans une interview à *Télérama* : «*Nous sommes en train de financer l'arrêt des migrations sans avoir la possibilité, ni même la volonté de contrôler les conditions dans lesquelles les migrants sont retenus en Libye. [...] Officiellement, il existe vingt-sept centres de rétention pour migrants en Libye. Dans six ou sept d'entre eux, la pression sociale et politique contre les accords italo-libyens a contraint le gouvernement à améliorer les conditions d'existence des migrants au bout de six mois. Mais dans les vingt autres, rien n'a changé. [...] Les Nations unies estiment qu'au moins cinq cent mille personnes sont aujourd'hui retenues en Libye*».

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris - 01 49 28 52 44

« Cette réforme consacre l'imposition de la sélection à l'entrée de l'université, et donc celle de la concurrence »

Entretien. **Hugo Melchior**, doctorant en histoire politique, est militant à l'université de Rennes 2. Nous revenons avec lui sur le « plan étudiants », ses conséquences sur l'université, et les mobilisations en cours.

Le « plan étudiants » a été adopté il y a quelques semaines par le Parlement. La sociologue Leïla Frouillou considère cette loi comme « le passage de la reproduction sociale à l'exclusion sociale » : en quoi le système universitaire va-t-il être bouleversé demain ?

L'enfer est toujours pavé de bonnes intentions : comme en 1986 avec le projet de loi Devaquet, le gouvernement, pour justifier sa réforme universitaire, déclare vouloir lutter contre l'échec en premier cycle. Il postule ainsi que l'échec en première année serait d'abord le résultat d'un défaut d'orientation auquel il faudrait remédier. Aussi faudrait-il subordonner l'orientation des primo-étudiants en recourant à la sélection.

Par ailleurs, la sélection a été présentée par le gouvernement comme la seule alternative au tirage au sort, loto académique perçu comme un scandale par tous, pour pouvoir répondre au problème des filières universitaires en tension. Il y en a eu officiellement 169 en 2017, ce qui est en réalité très peu lorsqu'on compare ce chiffre aux milliers de formations universitaires généralistes proposées chaque année aux futurs néo-bacheliers.

Pourquoi ne recrute-t-on pas plusieurs milliers d'enseignants-chercheurs titulaires au lieu de continuer à fonctionner avec l'armée des précaires de l'enseignement supérieur ? Pourquoi ne pas avoir fait construire de nouvelles universités, depuis les années 2000, pour pouvoir répondre en temps voulu et de façon satisfaisante à l'augmentation des effectifs universitaires, prévisible du fait de la démographie, et qui va encore continuer avec l'arrivée à partir de la rentrée prochaine des générations du baby-boom de l'an 2000 ? Pourquoi a-t-on laissé sciemment pourrir la situation en privant le service public de l'enseignement supérieur de moyens supplémentaires ? Pourquoi, par ailleurs, ne pas avoir créé des places supplémentaires dans les BTS, afin que celles et ceux qui appartiennent à la jeunesse populaire de ce pays ne se retrouvent pas sans formation après l'obtention du baccalauréat, ou aillent à l'université par défaut ? Autant de questions qui ne sont jamais posées.

Cette réforme universitaire consacre en définitive l'imposition de la sélection à l'entrée de l'université, et donc celle de la concurrence. Elle remet en cause une liberté de choix individuel : celle pour les nouveaux détenteurs d'un baccalauréat de pouvoir décider souverainement de leur orientation à l'université étant donné que le dernier mot reviendra aux universités. Elle est l'institutionnalisation d'une « sélection en amont », c'est-à-dire que les étudiants seront dorénavant potentiellement triés, exclus comme le dit justement Leïla Frouillou, sans même avoir eu le droit d'essayer les formations jugées conformes à



leurs envies du moment, quitte à se tromper et risquer l'échec en effet, et ainsi avoir le droit de recommencer.

Depuis début février, les premières journées de mobilisation ont peiné à rassembler plus de 20 000 personnes dans la rue. Qu'est-ce qui explique cette atonie sociale face à Macron ?

Il est indiscutable qu'en dépit des tentatives de tous les militants depuis le mois de janvier, les journées de mobilisation successives ont été des échecs manifestes.

Outre la trop faible mobilisation des étudiants, ce qui a été le plus frappant c'est l'absence pour ainsi dire totale des lycéens lors de ces journées de mobilisation du mois de février, alors qu'ils sont les premiers concernés par cette réforme universitaire. Pourtant, ils auraient de très bonnes raisons de vouloir investir massivement l'espace public, comme en 1986, pour faire part de leur opposition à cette forme de sélection à l'entrée de la licence. Pour développer une telle opposition, encore fallait-il que les lycéens concernés soient préalablement convaincus du caractère intolérable de ce projet de loi en tant que tel. Or, tout semble indiquer que ce n'est pas le cas. Plusieurs enquêtes d'opinion donnent à voir que les lycéens, à l'instar de leurs parents,

se disent dans leur majorité plutôt favorables à l'esprit général de cette réforme, c'est-à-dire que le principe de la « sélection » ne les choque pas outre mesure et que, quitte à être sélectionnés, ils préfèrent que la dite « sélection » se fasse à partir des dossiers scolaires, c'est-à-dire sur la base du « mérite », plutôt que de laisser encore le couperet de la main invisible du hasard trancher dans le vif, comme les années précédentes. Cela demeure plus équitable à leurs yeux, d'autant plus qu'on leur a bien expliqué qu'en dehors de la sélection, point de salut. Je pense ainsi qu'il ne faut pas sous-estimer, minorer l'adhésion au contenu de la réforme actuelle, ce qui n'aurait pas été sans doute le cas il y a encore une décennie.

Ainsi, cette absence de crise du consentement de la part des lycéens est-elle d'abord, selon moi, la confirmation du succès idéologique de l'obscurantisme néolibéral en France, c'est-à-dire le triomphe dans un grand nombre de jeunes esprits de cette « nouvelle raison du monde ». Ses partisans se servent de l'instrument de l'État pour imposer ou rétablir la norme de la concurrence, de la sélection, de la compétition partout où cela est jugé nécessaire, tout en amenant les acteurs sociaux à adopter progressivement des attitudes et des représentations qui s'y conforment.

Il y a deux semaines est paru sur lundi. am un appel pour la création du MIFA (Mouvement inter-facs autonome). Au menu : critique de la massification, des assemblées générales et des formes « traditionnelles » du mouvement étudiant. Partages-tu les analyses et conclusions de ces camarades ?

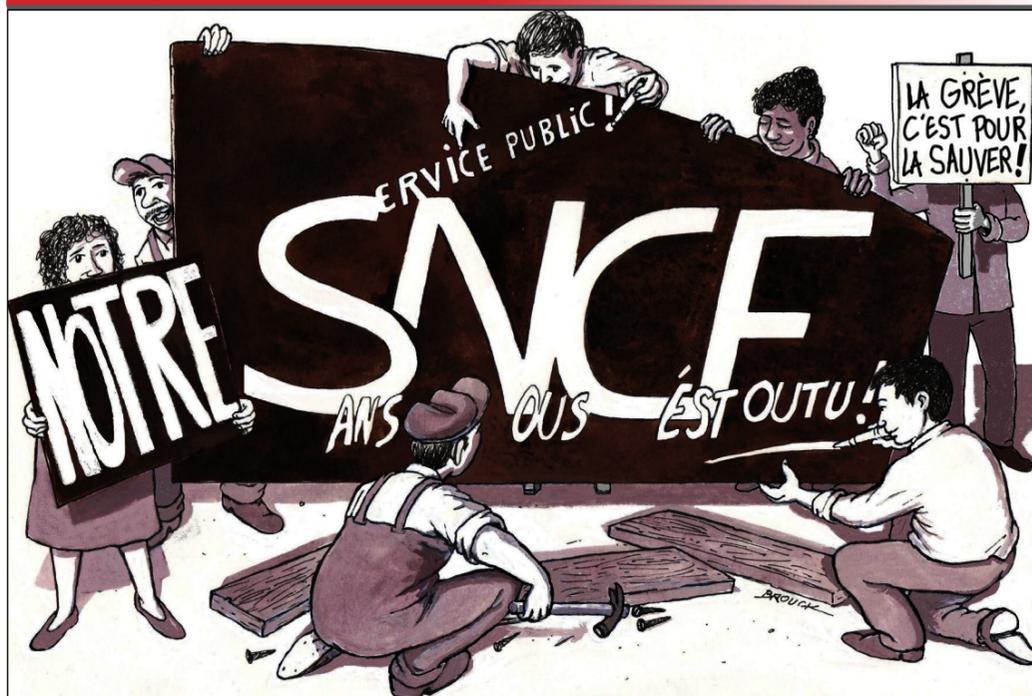
S'il y a des critiques justes énoncées par ces camarades au sujet de la dénonciation de ce qu'on peut

appeler le « suivisme », il n'en demeure pas moins que sous prétexte de vouloir libérer les luttes collectives des « carcans », ces mêmes camarades s'abandonnent, selon moi, à une posture à la fois séparatiste, isolationniste et finalement ultra-substitutiviste à l'endroit des masses estudiantines. Cette politique, c'est d'abord le culte des petites minorités ultra-agissantes qui finissent par tomber amoureuses d'elles-mêmes, tout en fétichisant le « forçage de la situation » pour reprendre l'expression de l'historien Xavier Vigna. Cette politique, ce sont malheureusement des raccourcis qui débouchent le plus souvent sur des impasses.

Je demeure convaincu qu'un mouvement qui ferait sciemment fi de la question du nombre se condamnerait *in fine* à l'impuissance, car pour rendre la situation politiquement intenable pour un pouvoir d'État déterminé, et par là même le conduire à renoncer à un projet de loi et/ou à consentir à accéder à telle ou telle revendication, on ne saurait faire l'économie d'un mouvement de masse qui se donnerait à voir aussi bien dans l'espace public au travers de puissantes manifestations de rue, que dans le déploiement de la grève active soutenue dans les universités par des AG massives qui soient, en effet, suffisamment « représentatives », comme ce fut le cas en 1973, 1986, 1994, 2003, 2006 et 2010. Encore une fois, tout dépend de l'objectif que l'on cherche à atteindre. Mais si on vise à contraindre le pouvoir d'État à des renoncements remarquables, la question du nombre ne peut pas être traitée comme quantité négligeable par les acteurs protestataires, car la radicalité seule est impuissante, sinon funeste.

Propos recueillis par George Waters

L'image de la semaine



Vu ailleurs



KANAKY : INÉGALITÉS ET COLONIALISME. La colonisation a laissé des traces, encore visibles en

2018, dans l'éducation, dans l'emploi, dans le logement, et dans la structuration à deux vitesses de l'économie calédonienne. [...] Grâce au recensement en Nouvelle-Calédonie qui, en totale dérogation à la loi française, autorise les statistiques ethniques, il est en effet possible de mesurer les disparités entre Kanak et non-Kanak. À l'opposé de ce qui se passe en métropole, ici, les discriminations, qui trouvent leurs origines dans la ségrégation imposée lors de la période coloniale, ne visent pas les immigrés mais la population mélanésienne autochtone. L'école publique laïque n'a autorisé les Kanak à se présenter au bac qu'au milieu du siècle dernier. Le premier bachelier kanak n'a été admis qu'en 1961. Un tel retard, construit par 150 ans de domination française, ne se rattrape pas facilement. Ainsi, en 2014, date du dernier recensement, 36% des Kanak âgés de 15 à 64 ans étaient sans diplôme, contre 17% des non-Kanak. Seulement 5% avaient obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur, contre 28% des autres, atteignant le score obtenu par ces derniers il y a... vingt-cinq ans. [...]

Cette économie à deux vitesses perdure aujourd'hui sous d'autres formes : soutenues par d'influents relais politiques, les vieilles familles caldoches, bien que concurrencées par des multinationales, continuent d'exercer de quasi-monopoles dans certains secteurs d'activité comme l'import-export, la distribution et le commerce de voitures. Les Lafleur (mines, agroalimentaire, produits ménagers), les Ballande et Pentecost (secteur marchand), les Magnin (santé), les Jeandot (imprimerie, papeterie, concessions automobiles) : ces noms sont associés à des dynasties financières et/ou industrielles dont il est difficile de mesurer la richesse tant leurs comptes sont tenus secrets. Selon une rumeur tenace, le nombre de Porsche Cayenne par habitant serait plus élevé à Nouméa qu'à Monaco... Anecdote mais symbolique, le compte Instagram d'une des petites-filles de Jacques Lafleur, étudiante sur la Gold Coast, en Australie, lève le voile sur le train de vie d'une famille jusque-là réputée pour sa discrétion : Clarisse pose devant son yacht ou avec des vêtements de luxe, enroulée « 100% french made » dans un drapeau... français.

Carine Fouteau, « Nouvelle-Calédonie : les inégalités, ultime témoignage de la période coloniale », Mediapart, 10 mars 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 8 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org